

PARIS MATCH

Amérique latine

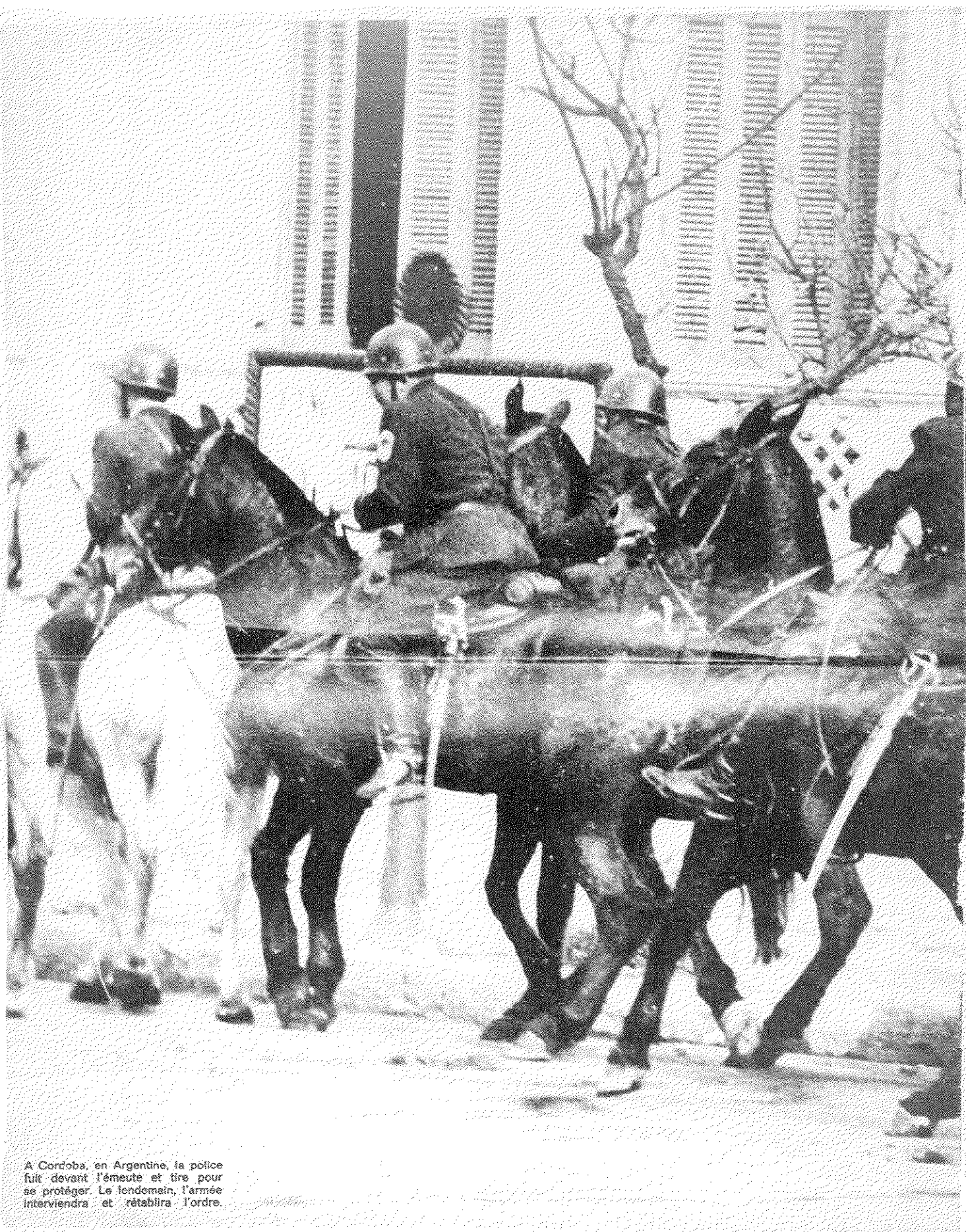
CONTINENT EN FIEVRE



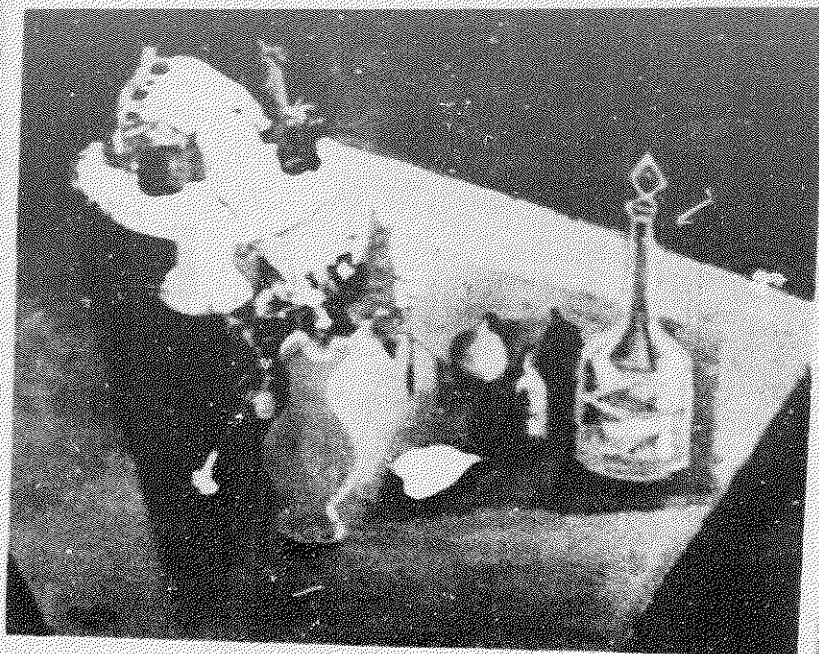


Le premier affrontement a lieu à une heure de l'après-midi, avenue Velez Sarsfield. Les manifestants attaquent à coups de pierre la police montée fédérale.





A Cordoba, en Argentine, la police
fuit devant l'émeute et tire pour
se protéger. Le lendemain, l'armée
interviendra et rétablira l'ordre.



scrutin et reçu les encouragements de ses amis, il a décidé de donner un nouveau style à sa campagne, plus alerte et plus incisif. Cette fois-ci il sortira de Paris.



Les manifestants (en bas) lèvent des barricades.



C'est en Argentine, où le souvenir de Peron et de son syndicalisme est resté vivant, que l'opposition a pris les formes les plus violentes. Depuis un mois des attaques de commandos extrémistes tentaient de s'emparer d'armes en attaquant des casernes. L'augmentation du coût de la vie (20 %), les appels des étudiants, le mécontentement ouvrier allaient bientôt déclencher bagarres et émeutes. A Cordoba, où se déroulèrent les événements les plus graves, les insurgés furent pour un après-midi maîtres de la ville. Le lendemain l'armée intervenait : 6 morts et près de 100 blessés, 30 morts pour tout le pays.

Les émeutiers ont tenu Cordoba tout un après-midi





Photo U.P.

Pour relancer l'aide à l'Amérique latine.

Nixon a envoyé l'homme dont le nom est synonyme à la fois de richesse et de philanthropie

ROCKEFELLER

Il doit battre en retraite

Envoyé spécial du président Nixon en Amérique du Sud, où il était venu jeter les bases de la nouvelle politique U.S., le gouverneur de New York, M. Nelson Rockefeller, a du battre en retraite devant l'incendie qui s'allumait partout sur son passage : émeutes en Colombie, bombes en Equateur, désordres en Bolivie. Dans les pays qu'il n'avait pas encore visités, des troubles éclataient comme en Argentine où l'on devait relever plusieurs dizaines de morts. Et les gouvernements du Chili, du Pérou, du Venezuela et de l'Uruguay redoutant le pire devaient demander à l'émissaire d'ajourner sa visite. La déception de Nelson Rockefeller est grande, et elle est celle des Etats-Unis tout entiers. Sans doute le nom de Rockefeller est-il partout synonyme de richesse et de profits. Et l'on voulait voir une provocation de la part des Etats-Unis à envoyer l'un des hommes les plus riches du monde comme ambassadeur chez les plus pauvres. C'était faire semblant d'ignorer que le petit-fils du grand John D. Rockefeller qui édifia une gigantesque fortune en devenant le créateur de l'industrie pétrolière aux U.S.A., est depuis longtemps l'un des hommes les plus attachés au développement de l'Amérique latine, où il a investi, souvent aux plus grands risques, des sommes considérables (depuis des élevages au Venezuela jusqu'à des chaînes de supermarchés en Argentine) qu'il aurait pu employer avec beaucoup plus de bénéfice et de sécurité ailleurs : Nelson Rockefeller partage avec l'Amérique cette idée que la richesse — qui est au Nouveau Monde ce que la noblesse est à l'Ancien —, comporte des devoirs. Ainsi l'accueil fait à son représentant a-t-il blessé l'Amérique au plus profond d'elle-même, c'est-à-dire dans sa morale.

— Non seulement nous avons nos capitaux, disent les Américains, nous apportons nos techniciens et nous créons du pouvoir d'achat pour tous, mais nous donnons chaque année à l'Amérique latine la somme fa-

buleuse d'un milliard de dollars (500 milliards d'anciens francs) à titre d'aide. Et voilà le beau résultat : on nous déteste et on nous chasse !

— Hypocrisie, leur répond-on. Vous colonisez notre économie. Vous achetez à bas prix nos matières premières et vous nous revendez à des prix sans cesse plus hauts les produits transformés. En fait, vous nous ruinez. C'est la grande plainte non seulement de l'Amérique latine mais de tout le tiers monde : la « détérioration des termes de l'échange ».

— Au lieu de nous ristourner paternellement une partie de vos bénéfices sous forme d'« aide », vous feriez mieux de payer plus cher ce que vous prenez chez nous.

— La vérité, vieille comme le monde, est qu'on ne pardonne pas ses bienfaits à l'homme plus riche et plus puissant que vous, répondent les « yankees », qui éprouvent un sentiment d'injustice de plus en plus fort à cette réaction de leurs voisins du Sud.

L'« anti-yankisme », en effet, n'est plus seulement le fait des étudiants contestataires ou de la plèbe misérable des bidonvilles. Il atteint maintenant certaines couches sociales où l'on ne s'attendait guère à le voir sévir : milieux industriels fortunés, qui redoutent la concurrence des produits américains, et bourgeoisies catholiques, où l'on persiste à considérer l'Amérique des pionniers protestants comme un pays vulgaire et brutal qui voudrait substituer ses mythes et ses lois à ceux de la vieille civilisation sud-américaine.

Le résultat est qu'un fort courant isolationniste est en train de se révéler aujourd'hui aux Etats-Unis. Il a été l'un des premiers problèmes de Nixon à son arrivée au pouvoir. L'échec de Rockefeller dans sa mission venant après tant d'autres, risque fort d'influencer la politique américaine à l'égard non seulement du continent sud-américain, mais du monde entier.



A San José, face au palais du gouvernement : « Fuera » dehors.



Dans tous les pays en noir sur cette carte, des bagarres ont éclaté.

Les émeutes qui troublèrent le voyage de Nelson Rockefeller, comme celles qui viennent d'ensanglanter l'Argentine ou de mettre l'Uruguay en ébullition, ont un foyer commun : Cuba et sa « révolution ». En 1961, il avait suffi d'une poignée de maquisards et de la résolution d'un chef bientôt légendaire, Fidel Castro, pour mettre en déroute l'armée du dictateur Batista, qui symbolisait la tyrannie dans son pays et le genre de régime auquel les Américains avaient trop souvent confié leurs intérêts.

— Créons un, deux, trois Vietnam en Amérique latine, disait « Che » Guevara, le grand théoricien du castrisme. Aujourd'hui, le « Che » est mort. Et force est de constater qu'aucun Vietnam n'est apparu au sud du Rio Grande.

La grande cause de cet échec est le « lâchage » des Russes qui, après avoir apporté pendant quelque temps leur aide aux mouvements subversifs, les ont aujourd'hui non seulement abandonnés, mais condamnés. Résultat de l'accord — tacite, quoique de plus en plus évi-

dent — qu'ils ont conclu avec les États-Unis sur le terrain de la politique mondiale. Mais surtout, résultat d'une analyse de la situation diamétralement opposée à celle des Cubains : — Battons-nous d'abord, disent les doctrinaires du castrisme, et notre combat déclenchera la révolution.

Les communistes répondent : — Le combat est prématuré tant que les conditions politiques de la lutte ne sont pas réunies.

Et Castro, tributaire de l'aide russe sans laquelle son île connaîtrait un naufrage immédiat, n'apporte plus aux maquis qu'une aide purement verbale.

Sous l'écorce du grand rêve castriste, réapparaît ainsi la vieille réalité de l'Amérique latine, dans son immense diversité. Et l'on s'aperçoit que le castrisme est aussi difficilement exportable que l'« américain way of life ». Castro et quelques maquisards ont pu définir un régime qui était arrivé au bout de son rouleau, et lui substituer, avec autorité sinon avec succès, un socialisme qui pouvait s'exercer facilement sur une petite île



La Paz (Bolivie) : un manifestant lance une grenade. Rockefeller restera 3 heures.

aux structures économiques et sociales des plus simples. Comment appliquer ce système et cette idéologie uniques à tout un continent, fait de populations aussi hétéroclites que l'Argentine blanche, le Paraguay indien, les républiques noires des Caraïbes ou le Brésil entièrement métissé, offrant des régimes aussi opposés que ceux du Chili ou du Pérou libéraux, et la dictature militaire du maréchal Costa Silva à Rio de Janeiro ou du président Onganía à Buenos Aires et constitué de groupes sociaux aussi différents que les mineurs de Bolivie, les gauchos de la Pampa ou les ouvriers des manufactures de São Paulo ? En fait, le castrisme n'a guère trouvé accueil chez les intellectuels et les étudiants. Il n'a pratiquement jamais mordu sur les paysans, il n'est pas parvenu à remuer l'antique passivité indienne. Et les prolétaires des grandes villes, les seuls à être vaguement « conscients et organisés » sont encadrés par les communistes, qui obéissent aux consignes temporisatrices de Moscou. De sorte que, aujourd'hui,

le castrisme n'est plus qu'un mythe, incarné au total par quelques centaines de « barbus » en détresse, dont le courage et l'obstination n'auront pu être ni le levier ni le levain du soulèvement de tout un continent.

Pourtant, l'« anti-yankisme » reste général. Car si le castrisme a échoué, son antidote, l'« Alliance pour le progrès », — immense plan d'aide élaboré par les U.S.A. — n'a pas réussi non plus ! Les gigantesques sommes versées par Washington, les tentatives de développement des industriels et les essais d'intégration économique tentés en collaboration avec les gouvernements locaux n'ont pas pu enrayer la dégradation constante du pouvoir d'achat causée par une démographie galopante, un manque dramatique d'aptitude technique et un goût frénétique pour la discorde et l'anarchie.

Le destin de l'Amérique latine est-il de rêver, et de tuer ses rêves ? Au soir de sa vie, Bolívar, qui libéra l'Amérique du Sud sans réussir à l'unifier, avouait : « J'ai labouré la mer. »

Rockefeller
Sud So.

PHOTOS A.P.

REPORTAGE LEON DARCY

En écoutant son envoyé, Nixon revit son propre calvaire

et commente son périple à Nixon qui lui-même, en 1959, fut bombardé de tomates, couvert de crachats et même lapidé lors d'une tournée en Amérique du
son envoyé lui a dit : « Nous voulions savoir ce que l'Amérique latine pensait. A ce point de vue, le voyage est un extraordinaire succès. »



Extra - Año 5 N° 48
Julio 1969

ENCUESTA: ¿MÁS ERRORES
QUE EXTREMISTAS?

LA ARGENTINA "SE MUEVE"

LOS QUE HABLAN

Leopoldo Marechal fuma su pipa con moderación y le escapa al veletismo climático porteño. Estuvo enfermo y fuera de las horas de sol, se queda detrás de la ventana de su casa del barrio del Congreso. Mira los techos, sonríe, se desempeña en un lenguaje sereno, se olvida que —nada menos— escribió Adán Buenosayres o El banquete de Severo Arcángelo, y habla.

Hace más de un año decía yo respondiendo a una encuesta sobre el gobierno de la Revolución Argentina: "su defecto más grande (amén de su vacío de representación) consiste, a mi juicio, en haberse instaurado y manejar el poder en el nombre de una supuesta «incapacidad del mundo civil» para gobernar los destinos de la Nación. Claro está que la civilidad argentina, frente a esa nueva expresión de un «mesianismo castrense» cuya historia se inició en 1930, se mantuvo al margen y siguió realizando, como de costumbre, las obras físicas e intelectuales del «país real», ajena otra vez a las abstracciones que se formulaban desde una casa de gobierno. "Pero entendamos —añadía yo— que mantenerse ajena no es lo mismo que permanecer indiferente: la civilidad argentina, negada en su capacidad y ofendida por tanto en su honor civil, caerá en el trauma psíquico de toda sumersión o reclamará sus derechos inalienables y sus deberes incluíbles".

Esto último es lo que, a mi entender, sucedió en los hechos de mayo cuya interpretación nos deja tres conclusiones muy significativas: a) por vez primera la inerme civilidad argentina, en asombrosa cohesión, se ha resistido masivamente a las presiones y violencias de un gobierno defacto; b) el federalismo, diría yo, ha tomado la iniciativa de la resistencia, según lo anuncia la línea Corrientes, Rosario, Córdoba, Tucumán y Salta; c) en el terreno sindical, según lo revela el paro del día 30, las bases han desoido por primera vez a ciertos dirigentes que las instaban a no entrar en aquel acto de resistencia civil. Naturalmente, los voceros oficiales no han dejado de observar este «cambio de piel» en la República. Se duelen algunos y dicen que los acontecimientos de mayo no entran en el «estilo del país». Como si el país no fuera una criatura viviente y exigida como tal por todos los cambios que deberá realizar en el desarrollo de sus posibilidades históricas. Otros denuncian la irrup-



LAS PREGUNTAS

- **Primera:** los acontecimientos violentos de los últimos sesenta días en el país, ¿los atribuye a efervescencias aisladas que coincidieron en sus fines o a la acción de grupos organizados y manejados desde dentro o fuera del país?
- **Segunda:** ¿la responsabilidad hay que atribuirle a extremistas con objetivos de subversión o a grupos que entenderían que los errores de conducción que se han cometido ya superan la medida permisible a un gobierno que pretende encarar una revolución? ¿Existe la revolución? En caso afirmativo, ¿existe una contrarrevolución? ¿Los contrarrevolucionarios o antirrevolucionarios serían los extremistas?
- **Tercera:** ¿cree que en este momento argentino los errores superan cuantitativamente a los extremistas? ¿Cuál es la salida en este momento tan especial del país?

ción de ideólogos foráneos que se habría introducido en las acciones, a favor de la inocencia o la ignorancia políticas que se atribuyen aún a nuestro pueblo. Como si nuestro pueblo, aquí y ahora, no se contara entre los más inteligentemente politizados. Nos hace advertir esto último el peligro de usar fantasmas cómodos (o comodines) en la interpretación de nuestros hechos económico-sociales. En mi Autopsia de Crespo, publicada en 1964, decía yo, refiriéndome históricamente a la sugestión que el «hombre económico» (Crespo) ejerció sobre el «hombre militar» (Ajax): «Consistió en identificar la noción de Patria con las instituciones políticas, económicas y sociales que había creado él mismo (Crespo) pro domo sua y con la colaboración de sus vasallos juristas. El obnubilado guerrero (Ajax) entendió en adelante que su objetivo era la defensa de tales instituciones, a cumplirse en un campo de batalla «interno» que hasta entonces no había conocido el soldado; lo cual implicaba la existencia de un «enemigo interior», igualmente novedoso, que tenía que ser fatalmente un «hermano» en la nacionalidad». De tal suerte vimos cómo el guerrero, bajo la dictadura del hombre económico, desprestigiaba su acero y ofendía sus laureles en tristes funciones de «policía interna» que a menudo lo llevaron al fratricidio. Ahora bien: cinco años más tarde, en 1969, el señor general Lanusse, en su discurso pronunciado con motivo del Día del Ejército, dice así: «Hasta no hace muchos años, a los adversarios potenciales sólo se los concebía más allá de las fronteras. Hoy la realidad es distinta, ya que la existencia palpable de fronteras ideológicas internas coloca al enemigo dentro de las naciones mismas». Naturalmente, las palabras del señor general constituyen una excelente corroboración de la teoría que formulé en la Autopsia de Crespo. Y me pregunto ahora: ¿qué ocurrirá si, fiel a su noción de las fronteras interiores, al guerrero Ajax le da por ver y combatir a un enemigo ideológico en cada uno de sus conciudadanos que aspire justicieramente a transformar nuestras anquilosadas estructuras? «Desde nuestra infancia —dije alguna vez—, ¡oh, los desfiles militares de antaño!, admitimos cariñosa y orgullosamente que las fuerzas armadas constituyen «el brazo guerrero de la Nación. Pero nadie admite ni concibe que sean el cerebro pensante y dirigente de la Patria». Quiera Dios que las veamos otra vez con sus ojos puestos en las fronteras exteriores de la Patria, como lo hicieron en su día San Martín y Beltrano, y jamás en una imaginaria

«Hay que mirar la historia, ya que ella nos otorga la profundidad de la distancia. Es el bosque. El presente, árbol solo al fin, ciego». La frase, salvo las variantes idiomáticas surgidas de la boca de un trasnochador bolichero de Quinta Bollini, podría haber sido pronunciada perfectamente por cualquier prócer indiscutible de nuestro país. Pero la dijo un bebedor empedernido y no la registró ningún libro antológico. En cambio sí —motivados por la nocturna lección— buscamos en las ciento sesenta y ocho páginas de un libro que en 1944 rescató parte del pensamiento de Bernardo de Monteagudo, uno de los más recios talentos, una de las mentalidades más extraordinarias y sólidas, una de las conductas más abnegadas e intachables de la epopeya emancipadora. Página nueve: «La soberanía reside sólo en el pueblo y la autoridad, en las leyes». Página cincuenta y cinco, referida a la Libertad: La libertad no es sino una propiedad inalienable e imprescriptible que goza todo hombre para discurrir, hablar y poner en obra lo que no perjudica a los derechos de otro ni se opone a la justicia que se debe a sí mismo». Diez páginas más adelante, donde el subtítulo dice Seguridad: «No hay libertad, no hay igualdad, no hay propiedad si no se establece la seguridad, que es el compendio de los derechos del hombre: ella resulta del concurso de todos para asegurar los de cada uno». Más adelante, a manera de gran finale a tutta orchestra, el argentino Bernardo de Monteagudo escribe: «Por todas partes veo armados contra la patria a los mismos que nuestra lenidad había salvado». Y remata: «...mientras fluctuemos entre el temor y la esperanza de ser libres, mientras esté vacilante nuestra constitución, velad sobre la conducta de los enemigos públicos: su impunidad es un crimen en el que pueda corregirlos, y el que no castiga la transgresión de las leyes es su primer infractor; consagrad vuestros deberes a la patria y la posteridad recordará con gratitud vuestra memoria». La noche del almacén de Bollini terminó con el orador que, con lengua estropajosa y refiriéndose quién sabe a qué hechos de cuáles últimos sesenta días argentinos, intentó recitar a Quevedo y se equivocó de verbo, porque dijo: «¿siempre se ha de pensar lo que se dice? ¿Nunca se ha de hacer lo que se siente?». Esta no es una nota formal. Es la simple reproducción de las respuestas que obtuvimos, formulando las mismas tres preguntas ante todos, de un grupo de argentinos. Algunos hablaron, otros no, otros se justificaron, otros no estuvieron, otros —seamos sinceros de una vez por todas— esquivaron el bulto con analizable destreza. Trabajamos Oscar Jota Ghiso y Alberto González en las entrevistas, y Andrés Cingrana en la coordinación del material. (A Bernardo Neustadt: «Mirá, che, que algunos se hicieron los posos y la nota puede quedar pinchada». Neustadt: «Vos metele. La nota es ésa»). Aquí está la cosa.

ENCUESTA: ¿MAS ERRORES QUE EXTREMISTAS?

frontera interior donde, si existiera, no hallarian enemigos ni en potencia ni en acto, sino compatriotas que sólo quieren dialogar en las viglias del país y trabajar en las obras de su destino.

INFORME AL DIRECTOR

El diálogo con el doctor Guido fue muy corto. Y muy poco trascendente. Preguntado acerca de la posibilidad de responder al cuestionario presentado (y perdonará usted este lenguaje prontuario que obvia la fórmula "el interrogado" por sencillas razones de gusto personal), señaló que no tenía el menor interés en detallar su parecer con respecto a la situación operada en Córdoba. Se mostró muy descortés, un tanto temeroso, a mi parecer, y trató de desentenderse de la cosa diciendo: "Dígale a Neustadt que me hable él. Yo a usted no lo conozco". No le pido —aunque sería estupendo para el futuro desarrollo de funciones con las que alimento a mi esposa y tres hijos menores— que publique mi epigrafeada foto en EXTRA, pero sintéticamente me veo obligado a darle mi parecer, exento de animosidades: el doctor Guido se encasilló en el papel de hombre que se lava las manos.

O. J. Ghiso

HOUSSAY, PREMIO NOBEL

Yo creo que existen siempre los sectores atentos a los momentos propicios para promover desórdenes. En Córdoba se ha dado esa circunstancia: grupos de personas, a las que yo llamo «profesionales del desorden», fueron las que se encargaron de llevar a cabo los desastres que todo el país conoce."

Una pausa, una repregunta. La respuesta: "Siempre hay grupos que propician disturbios y entorpecen el normal desarrollo de la gestión de gobierno. Eso con respecto a los errores, que si los tuvo la Revolución Argentina, pero que, como ocurrió en otros tiempos, son magnificados por la oposición para lograr sus propósitos. Los aumentos en los combustibles, pan, leche, etcétera, son factores menores pero que también fueron utilizados por los opositores".

—¿Existe una contrarrevolución o antirrevolución?

—Creo que hay grupos de extremistas perfectamente entrenados. A dichos grupos no los veo claros, su posición es difícil de definir. Además entiendo que existen personas o grupos de personas cuyo objetivo es sacar a las autoridades actuales del gobierno. Pero creo que esos sectores no son importantes.

—En concreto: ¿hay más errores que extremistas?

—Le repito: extremistas hay los de siempre. Organizados. Entrenados. Errores por parte del gobierno: si los hubo... como también hubo aciertos. Entre los errores puedo mencionar que en el terreno universitario los profesores deben tener más participación en todas las resoluciones que se tomen en ese medio. Con respecto al cambio de gabinete, puedo decir que a los funcionarios salientes que conozco los considero tan honestos y capaces como a los recientemente designados que también conozco.

20 • EXTRA

SIMPLEMENTE, MINISTROS DE DIOS

La respuesta escrita a mano viene en papel-carta simple. Tinta azul-negra como aquella que usaba para poner generosas notas en el Colegio Nacional Nº 4 Nicolás Avellaneda a los muchachos que lo hacían enloquecer en su cátedra "Religión" (dos horas semanales que mantenían cierta estabilidad disciplinaria gracias a los desbordes que los domingos por la mañana permitía a sus alumnos en la parroquia de Santa Fe y Uriarte). Monseñor Pedro Alberto Petralito, ahora en Caritas. (Sin embargo, no hay membrete impreso. Simplemente lo ha escrito a máquina). Escribe:

Uno: Veo muchos factores en los acontecimientos de los últimos días. En primer lugar creo que la cosa fue perfectamente organizada y manejada —no sé si dentro o fuera del país, pero indudablemente por gente experimentada en la agitación y la guerrilla, porque esto, por primera vez, se ve aquí—. Me parece ver la mano del maoísmo que ha capitalizado ese descontento que siempre existe. Descontento integrado por:

a) en primer lugar la clase trabajadora, que ha soportado prácticamente todo el sacrificio exigido por la estabilización, y que siente nostalgias de la participación que, a través de dirigentes digitados o no, tuvo en otra época;

b) colaborando con el maoísmo, no sé si consciente o inconscientemente, el clero de extrema izquierda que desde bastante tiempo, y antes que nadie, anda buscando motivos de agitación. Recuerde aquella manifestación silenciosa en Plaza de Mayo en contra de la erradicación de las villas de emergencia. Con este clero izquierdista el gobierno no quiere toparse por temor a enfrentarse con la Iglesia (y la Iglesia no lo pone en vereda por crisis de autoridad);

c) los políticos desplazados, de extrema derecha, que siempre están planeando revoluciones y que cuando éstas se realizan son inmediatamente desplazados; los liberales, sobre todo los radicales del pueblo, por resentimiento ya que los echaron del poder y porque siempre viven buscando la contra y conspirando contra todo gobierno que no esté constituido por ellos;

d) la masa peronista, que sólo quiere la vuelta de Perón;

e) los estudiantes, que siempre son usados y que ahora creen que van a gobernar (Fidel Castro los amenazó con implantar el servicio militar a partir de los 14 años);

f) los terratenientes (que están poniendo la cabeza en la guillotina), que están enojados por el impuesto a la tierra;

g) un amplio sector de la masa que políticamente podríamos llamar "independiente" y que ya se acostumbró a cambiar de gobierno cada dos años, recibiendo a los nuevos mandatarios llena de ilusión porque piensa que le van a solucionar todos los problemas, y a la que los comentaristas políticos en general han acostumbrado psicológicamente a esta pretensión: "ahora el gobierno no puede equivocarse; ésta es la última oportunidad";

h) los errores del gobierno, especialmente el impuesto a la nafta que, psicológicamente al menos, destruyó la imagen de estabilización de precios;

i) otra cosa que me parece importante tener en cuenta es el lugar de los sucesos. ¿Por qué Córdoba? ¿Por qué no en Mendoza, en Bahía Blanca y sobre todo en Buenos Aires? ¿No habrá en todo esto, al menos en la participación de las masas, un ingrediente de orgullo o de resentimiento localista? Un deseo de ser la primera ciudad de la República al menos en esto y una rebelión contra el centralismo porteño. El Centro Comercial cordobés, a pesar de los incendios de negocios, ha dado una declaración atribuyendo los hechos a la mala situación económico-social. ¿Desde cuándo los comerciantes son tan sensibles a esto? La revista cordo-

ENCUESTA: ¿MAS. ERRORES QUE EXTREMISTAS?

besa "Aquí y Ahora" atribuya a Krieger Vasena la intención de no impulsar el desarrollo cordobés. Esa misma revista, extremadamente localista, con un gran título, atribuye a Cacho Fontana la idea de que Córdoba debe ser la Capital de la República. Creo que éste es un tema interesante para especialistas en Sociología y Psicología Social.

Dos: La primera parte de la pregunta la creo contestada con la respuesta anterior. ¿Existe revolución? Si por revolución entendemos un cambio total (v. gr. revolución francesa, rusa, cubana, etc.) decididamente no. Si en cambio entendemos una modernización del país y un cambio de los métodos políticos y de gobierno, creo que sí. Creo que hay contrarrevolución y, aunque a primera vista parezca paradójico el término, sería de los extremistas que desean una revolución total; de los demás descontentos que he citado no podríamos decir que quieran una revolución total sino simplemente volver a lo de antes, cada uno en su respectiva época;

Tres: Creo que la acción del gobierno ha sido más positiva que negativa:

- a) se están poniendo las bases para un auténtico desarrollo;
- b) se han respetado las libertades esenciales;
- c) no ha habido grandes negociados;
- d) no se ha atormentado al pueblo con la propaganda política como en la época peronista;
- e) se critica al gobierno porque todavía no ha expuesto su plan político. ¿Pero es conveniente, a esta altura de su existencia ese plan político? En primer lugar, ¿con ese plan político democrático que se pide se cerrará el antagonismo peronismo-antiperonismo que ha dividido y prácticamente estancado a este gran país y que parece estar superándose gracias a esta tregua política? Si se quiere un gobierno democrático auténtico,

¿por qué los políticos llamados democráticos no piden elecciones? No las piden porque saben quién va a ganar. Por lo demás, esa pseudo democracia que hemos tenido después de Perón, ¿es una solución? ¿O los políticos quieren gobernar encaramados en los caballos de los militares?

Indudablemente, la debilidad de este gobierno está en su origen no constitucional (aunque la Constitución casi siempre haya sido un mito), pero si no hay votos no se sabe qué apoyo popular se tiene. Y ese apoyo se necesita.

Cuatro: El pueblo argentino felizmente todavía no es marxista; no sabemos qué sucederá más adelante, pero sería terrible con esa tiranía que es la negación misma de la persona humana. Las demás alternativas las vimos en la respuesta anterior. Por lo tanto: que siga Onganía (no creo que con otro general las cosas mejoren), que haya los cambios necesarios en su elenco; que no se haga descansar todo el esfuerzo de la recuperación del país en la clase trabajadora y que hasta tanto se puedan dar elecciones, el pueblo tenga su participación en ciertos niveles del gobierno, el municipal, por ejemplo (no me refiero a lo de Borda, que me parece no cuaja a menos que se implante una dictadura en serio).

El reverendo Ismael Quiles es parco. Sus silencios son secos, exigentes de diálogo. Habla de los sucesos de los últimos sesenta días.

—Los acontecimientos de Córdoba han sido muy complejos. Fueron producto de casos complejos e independientes entre sí. Reacción estudiantil en Corrientes y posteriormente en Rosario, auspiciada por grupos desorganizados. Esos factores fueron aprovechados por una organización de Córdoba, que los magnificó hasta lograr la efervescencia.

Después se refiere a la posibilidad "disturbios por errores o errores por disturbios": "Todo junto. Fueron errores y situaciones coincidentes las que motivaron los sucesos. La Revolución Argentina ha tenido muchos errores y también muchos aciertos en la conducción del país. Entre los primeros puedo destacar la carencia de

BERNARDO BAS:



INCOMUNICACION

Los acontecimientos ocurridos en Córdoba tienen, a mi manera de ver, motivos principalmente de orden político. No se puede dejar de lado las medidas de carácter económico, tanto de orden nacional como local, que actuaron precipitando los sucesos. La falta de comunicación de las autoridades del gobierno provincial y universitario con los sectores que fueron protagonistas de los hechos, la poca representatividad de aquéllas y sobre todo la falta de sentido social crearon un clima de resentimiento y de convicción de ser ajenos al manejo de los problemas que les afectaban, que hicieron explosión en la forma por todos conocida. Los estudiantes y los trabajadores quieren y deben ser oídos en la mesa donde se resuelven los pro-

blemas que los afectan directamente y también a todos los sectores del pueblo.

Los sectores extremistas participaron en los hechos, en los cuales en un principio lo hicieron todos, y ellos, integrantes del todo, también actuaron.

La solución está en el cambio de hombres que tengan otras mentalidades; no puede postergarse más una apertura hacia lo social. No se puede más seguir una economía como la que ha imperado hasta ahora, que exige grandes sacrificios a quienes menos pueden hacerlo. Estoy de acuerdo que para engrandecer el país son necesarios sacrificios, pero los mismos no es necesario que sean tan grandes y que los soporten solamente los más necesitados.

contenido social en la gestión de gobierno. Y esto se dio en la práctica, ya que en la teoría el aspecto social era debidamente contemplado desde los primeros días de la Revolución. Lo que impactó en la opinión pública es que la Revolución no ha respondido totalmente a sus propios preceptos.

—¿Antirrevolución? ¿Contrarrevolución? ¿Extremistas?

—Entiendo que hay grupos que están en una cosa y otros que están en la otra. También hay buena parte del pueblo que salió a la calle mostrando su disconformidad. Pero salió pacíficamente. Los que levantaron barricadas e incendiaron automóviles fueron sectores extremistas perfectamente identificados. Con relación a su pregunta acerca de si hay más errores que extremistas, le digo que no podemos apreciar la situación en materia numérica. Lo que ha tenido mayor importancia en la motivación de los hechos, la causante de la reacción, ha sido la insatisfacción de no haber visto cubierta una expectativa. Si a esto lo llamamos "errores", podemos decir que fueron los factores que han creado el ambiente propicio para los hechos.

El tercer ministro consultado, monseñor Octavio Derisi, firmó una esquela el 16 de junio de 1969 (reproducción fotográfica), de la que se rescata una declaración: "La mejor contribución es trabajar seriamente, cada uno en su esfera, para el reencuentro de los argentinos".

OTOÑO PORTEÑO

Junio con frío. Cuarenta años, divorciado, Astor Piazzolla resume las preguntas en una respuesta: "Nunca me he metido con la política, aunque creo positivamente que de alguna manera mi lucha con mi música es mi política. Yo formo parte de los desconformes de mi país. Y me uno a ellos".

ANECDOTA CON DOS PRESIDENTES QUE FUERON

Arturo Frondizi tenía gripe. Lo informó su secretaria al recibir el cuestionario con la promesa de "entregárselo al doctor".

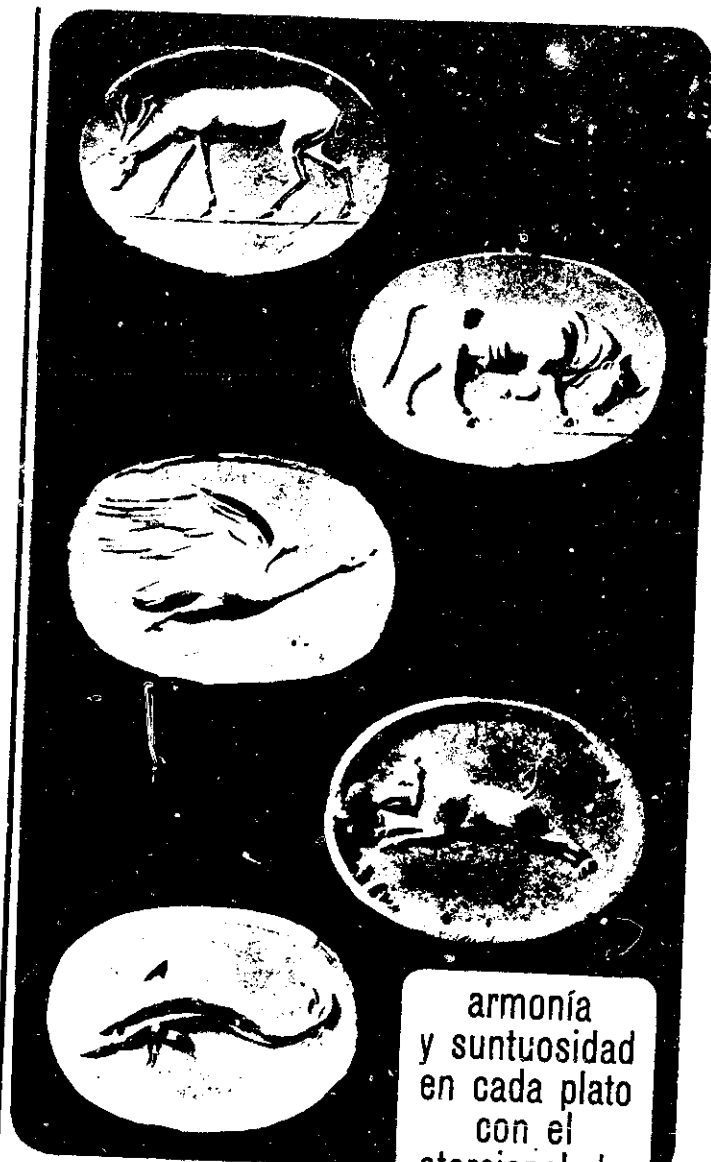
—Yo no sé si podrá contestarlo pues está muy engripado...

Veinticuatro horas después, afortunadamente, el malestar del ex jefe de Estado soslayaba la laringitis pues, telefónicamente, el mismo A.F. lacónicamente le decía a Extra:

—Mi respuesta a las preguntas está contenida en mis recientes declaraciones a la prensa.

Esa misma mañana Pedro Eugenio Aramburu, en el palier de su departamento de Montevideo entre Charcas y Santa Fe, saludaba a otro periodista de nuestra revista. Ya había leído el cuestionario, lo había consultado con sus colaboradores inmediatos en lo referido a la conveniencia (o no) de responderlo: "Mire, Ghiso, ya lei las preguntas y realmente no conviene que las conteste en estos momentos".

Ghiso habló del frío —un grado bajo cero— y escaradamente dejó resbalar la pregunta: "¿Usted cree que los sucesos de Córdoba se repetirán allá o en cualquier otro lugar del país?".



armonía
y suntuosidad
en cada plato
con el
aterciopelado
encanto
de los vinos
RODAS

Vinos muy finos
RODAS
De Casta y Señorío

Bodegas y Viñedos RODAS S.A.I.C. San Rafael - Mendoza

EXTRA • 33

ENCUESTA: ¿MAS ERRORES QUE EXTREMISTAS?

—Eso no lo sé. Lo que ocurre es que la Revolución Argentina se olvidó que gobierna para veintitrés millones de argentinos. El pueblo dijo "presente" en Córdoba y eso es muy importante.

—¿Pueblo o grupos manejados?

—En Córdoba estuvo el país... Lamento no poder decirle más nada. Estoy muy ocupado en estos días con mucha gente. Pero le prometo que pronto le formularé declaraciones exclusivas.

—¿Serán declaraciones para todo el pueblo?

—Ojalá.

El departamento del ex titular de la Revolución Libertadora estaba muy concurrido. "Mucho humo para las diez de la mañana, señor director. Parecían los restos de una reunión que se había prolongado durante toda la noche". Pedro Eugenio Aramburu lucía impecable traje azul marino con rayitas, camisa celeste y corbata de seda. Rasurado a fondo y evidenciando un muy feliz estado de ánimo, preguntó antes de despedir al periodista: "Y ustedes, ¿qué opinan de todo esto?". El anzuelo fue arrojado como establecen las normas del periodismo elemental: "Personalmente pienso que el gobierno tiene que actuar con más energía, ¿y usted?".

Pero el ex presidente ya había decidido decir solamente "Y... Claro... Buenos días y hasta pronto".

COINCIDENCIA CASTRENSE Y UN CANTOR

Los generales Aguirre y Guglielmelli manifestaron que no tenían intención de responder un cuestionario como el de Extra.

—Y al margen de la respuesta, ¿qué te pareció a vos?

—Periodista sí, brujo no... Sin embargo, me dio la impresión de que no querían jugar ningún papel en cuestiones de actualidad política. Llámalo cuidarse, equi-

librio, sensato temor..., llámale hache. Eso sí: me dejaron saludos para Bernardo, fueron muy amables y me dijeron que estaban a disposición de la revista para cualquier otra cosa. ¿Los meto en la encuesta sobre el azúcar y los edulcorantes?

Sandro, el número uno en ventas disqueras del país, el superviviente real de la debacle nuevaolera del 66, habló a pesar de las magulladuras y de los desgarrones que en su saco habían producido los desbordes sentimentales de sus "fans" de Canal Nueve. Después de leer atentamente el cuestionario, Norberto Sánchez movió la cabeza: "Esto está muy bien, pero yo soy un artista y me dedico a mis canciones. Por lo tanto no respondo preguntas de tipo político. Nunca lo hice ni lo haré".

Alberto González intentó entonces un "Sí, artista. Pero también argentino que vive en un país en el que pasan cosas...". Pero Sandro ya se alejaba por los cuestionados pasillos sabatinos del viejo Les Ambassadeurs.

SIN COMPROMISOS

"Logré entablar contactos telefónico con el doctor Pichón Riviere un día después que el profesional regresara de Tucumán. Se alegró mucho por mi llamado y por las preguntas del cuestionario que le leí. Me dijo esto, palabras más, palabras menos: "Traigo cosas muy fresquitas de Tucumán". Quedamos en encontrarnos por la noche. Cuando llegué a su depto de la calle Sánchez de Bustamante me dijeron "el doctor no está". Dejé las preguntas y convine regresar al día siguiente. Una adolescente que me atendió me señaló entonces que la ayudante de Pichón Riviere no le había entregado las respuestas. Después Pichón me dijo que no querían que él se comprometiera políticamente. "Es por la escuela de psicología social que yo dirijo. No quieren comprometerme...". A pesar de que prometió contestar al día siguiente, a pesar de que volví tres veces más, con humedad, lluvia y sofocón, Pichón Riviere no estaba. Creo que se lo había tragado la tierra. El sacerdocio periodístico es duro. Eso es lo que me dijeron al empezar.

**Sr.
Empresario:
aproveche
nuestro**

**SERVICIO DE
APROVISIONAMIENTO
A EMPRESAS**

- Reducir costos operativos de compra
- Evitar inmovilizar stock
- Asesoramiento técnico
- En una sola orden de compra todo lo que necesita
- Seriedad en la relación comprador-vendedor
- Servicio de cuenta corriente
- Envíos al interior

**SERVICIO DE APROVISIONAMIENTO
A EMPRESAS**

Consulte personal o telefónicamente, o solicite el envío de un representante técnico a:

**FERRETERIA
FRANCESA S.A.**

C. Pellegrini esq. Rivadavia
Tel. Conmutador 35-2021/9 - Buenos Aires

ENCUESTA: ¿MAS ERRORES QUE EXTREMISTAS?

Pero jamás creí que lo fuese tanto. ¿Me pagarán un vale de viáticos tan abultados? Fdo.: Alberto González".

UN FILOSOFO: ASTRADA

Tiene 75 años, su salud está algo quebrantada pero no acepta la orden médica que dice severamente "No atender a nadie". Carlos Astrada apunta en la conversación: "Sin ninguna duda, la cualidad que prefiero en el hombre es la sinceridad consigo mismo frente al prójimo". Cuando señala prototipos, dice San Martín, dice Belgrano, dice Hegel, dice Marx, dice Heidegger, dice Husserl.

—Mi ideal de felicidad terrestre es el máximo de libertad espiritual dentro de la estructura social en la cual vivo...

Responde el cuestionario de Extra:

1) De ningún modo, ni lo uno ni lo otro. Los "acontecimientos violentos de los últimos días" son imputables a los graves errores y a la prepotencia de la INVOLUCION ARGENTINA con su cohorte de funcionarios y monaguillos. Tal el caso de Córdoba, donde ha surgido con plena conciencia de masas el Poder Estudiantil, fuerza actuante hoy en todo el mundo.

2) A esta pregunta hay que desglosarla en dos: a) No se puede atribuir la responsabilidad de los hechos a extremistas con objetivos subversivos, sino al cúmulo de desajustes (negociados y venalidades incluídos) del gobierno; b) No puede existir una "contrarrevolución", por la sencilla razón que no existe una "revolución". Lo que existe es una acelerada involución hacia un nuevo colonaje. Es tiempo ya de que dejemos de mentirnos a nosotros mismos, apartando la retórica y el verbalismo que ocultan el desastroso presente argentino. Hagamos cifras, bajemos del árbol desde el cual contemplamos "la grandeza de Argentina"; con modestia y hasta con humildad contemplemos la pequeña imagen que en el cenit proyectamos sobre el gran mural de la historia. Nuestro crecimiento es puramente vegetativo. No es que las madres argentinas del norte, sur y noreste no paran hijos, pero de 8 que nacen sólo sobreviven 2. Nos falta la necesaria densidad demográfica para constituirnos en una nación organizada, industrializada, dueña de sus ingentes riquezas. En 1880, el general Julio Roca exclama: "Felices aquellos que podrán contemplar a la República Argentina dentro de cincuenta años con 50 millones de habitantes". Para el año 2000, la Argenti-



Universidad Católica Argentina
SANTA MARIA DE LOS BUENOS AIRES

Junio 16, de 1968

Señor Bernardo Norstadt:

Al no poseer los elementos objetivos, y sobre todo una serie analítica de los mismos, para emitir un juicio sobre los requerimientos que gentilmente me hace llegar, me atrevo de contestar a su cuestionario acerca de lo que acontece. La mejor contribución es trabajar seriamente, cada uno en su esfera, para el renacimiento de los argentinos.

Estoy a su disposición para cualquier tipo de diálogo sobre nuestra Pontificia Universidad Católica Argentina Santa María de los Buenos Aires.

Con distinguida consideración.

Mons. Dr. Octavio N. Derisi
RECTOR

Monseñor Derisi:
excusa epistolar.

tir; tendrá poco más de 30 millones de habitantes, mientras que Brasil contará con cerca de 250 millones. Esta escasa densidad demográfica no es, como supone el tratadista chileno Alejandro Magnet, imputable a abundancia de proteínas, pues en las regiones marginales de Argentina no abundan éstas, y ya se comprueba que existe hambre (falta de vitaminas). Para que Argentina pueda acceder a la universalidad (no será por la producción de lana) y cobrar existencia en el pensamiento y en el verbo, necesita 100 millones de habitantes. Así lo hemos peticionado en 1948 en nuestro libro "El mito gaucho".

La respuesta a la pregunta número 1 responde parte de la tercera. Y además este "especial momento del país" no tiene salida. El pueblo argentino, con un sentido defensivo, tendrá que apuntalar la lucha contra el ejército, que expresa y defiende los intereses del imperialismo en nuestro país. Si la suboficialidad, económicamente postergada y despreciada, se decide a asumir una conducta argentina, apoyando a la clase trabajadora, el futuro nos abre grandes esperanzas. Nuestra dolorosa "impasse" se define así: "Tropas de ocupación versus pueblo argentino".

S.O.S.

Usted necesita ayuda de un servicio semanal de informaciones. Envíenos el cupón y se lo haremos llegar sin cargo durante un mes.

Señor Administrador de EDITORIAL "EL PAIS" S.R.L.
Defensa 570 - 2º p. Oficina 7
Capital Federal - Tel. 33-0804

APELLIDO _____ NOMBRE _____
CALLE _____ CIUDAD _____
PROVINCIA _____

¿MAS ERRORES QUE EXTREMISTAS?

DESPUES DEL ESTALLIDO...

El discurso del presidente Onganía resultó contradictorio. "Fueron los extremistas", pero cambió el gabinete. En fin... De cualquier modo, el estallido de mayo terminó con un equipo. Miremos el nuevo.



• NO QUEMAR TALENTOS JOVENES

Pactar con el pasado que produjo conmociones, no es aconsejable. Dagnino Pastore, con sus 35 años, es el más joven ministro de Economía que ha tenido el país. Sería injusto quemar su aptitud, llevándolo a continuar la línea ideológica de Krieger Vasena. Para ello hubiera seguido Krieger, que conocía magníficamente su oficio.



• TITO RAGGIO, CON ABRAZO

Lorenzo Raggio fue el secretario de Agricultura y Ganadería que impulsó el entonces titular de Economía: Néstor Salimei. Siguió integrando el equipo gubernamental tras la renuncia de éste, por su probada capacidad, pese a las oraciones que ejercieron contra él la Sociedad Rural Argentina y los frigoríficos extranjeros. También estuvieron en contra de su gestión poderosos intereses económicos tucumánicos —especialmente azucareros—, ya que la testura de Raggio era la de apretar las clavijas. Cuando Armour y Swift unificaron sus cuotas de exportación, Lorenzo Raggio se opuso terminantemente. Quería que CAP se reactivara aún más, con el fin de que los viejos residuos monopólicos quedasen controlados.

Esta enojosa cuestión provocó la redacción del memo 171. Donde el secretario no daba alternativa: o se aceptaba su posición o renunciaba.

Krieger también se puso inflexible. Y Onganía tuvo que optar. Aunque daba la razón a Raggio, prefirió sostener al ministro de Economía. Por eso el sucesor no fue un hombre de Krieger Vasena, pues García Mata fue propuesto por Urien.

A TODO GRITO... •

José Rafael Cáceres Monié, ministro de Defensa Nacional, reúne dos condiciones vitales: es amigo del presidente Onganía y fue propuesto por las tres Fuerzas Armadas. Es una apertura a la Intendencia y al "hombre político". Puede hacerle mucho bien al Gabinete.



LA CRISIS DE MAYO

Desde hace casi 15 años vengo sosteniendo un sistema de ideas con el cual se me identifica. A raíz de mi participación inicial en el proceso revolucionario, muchos creen que esas ideas son las que se han aplicado a la política económico-social hasta la crisis reciente. Desde ya señalo que ello no es así; que sólo parcialmente se ha seguido la línea de aquéllas — que por otra parte eran las de los documentos revolucionarios — y que se ha procedido conforme a una teoría distinta con la cual no sólo no tengo nada que ver, sino que siempre he combatido y combatiré también en el futuro. No me lleva a ello ningún interés personal; ya dije en repetidas oportunidades y con mucha anterioridad al acto revolucionario que bajo ninguna circunstancia volvería a ejercer en forma directa la conducción económica. Pero si el público creyera que se están aplicando las ideas que he sostenido y se produjera un fracaso, ya nadie querría volver a oír hablar de ellas en el futuro.

EL ESTALLIDO DE FINES DE MAYO

Sorpresivamente para muchas mentalidades que vivían en un ingenuo conformismo, a fines de mayo se produjo un estallido social basado en protestas estudiantiles y gremiales que fueron en parte originadas y estimuladas, pero sobre todo aprovechadas por elementos subversivos. La acción de estos últimos no hubiera podido obtener los resultados que alcanzó si no hubieran mediado causas profundas que crearon un clima favorable para dicha acción. Esas causas pueden agruparse en dos categorías: las derivadas de factores políticos y las provenientes de algunas confusas y contradictorias orientaciones de la política económico-social.

LOS FACTORES POLITICOS

En todos los movimientos de fuerza y en las grandes transformaciones políticas de los últimos 40 años, hemos asistido a la infiltración, dentro de los gobiernos que se formaban, de pequeños pero influyentes grupos de mentalidad autoritaria que podemos calificar genéricamente como de "nacionalistas". Ello ocurrió también el 28 de junio de 1966, oportunidad en que a dichos grupos se sumaron sectores de extracción social cristiana, que tienen una fuerte afinidad con aquéllos. Figuras prominentes, representativas de esa mentalidad, creyeron que habían recibido un mandato mesiánico para "remodelar el país" y aun al hombre argentino. Olvidaron que la Revolución fue una lamentable necesidad, consentida por la mayoría de la opinión pública para terminar con un caos político que impedía gobernar, atendiendo entretanto algunos urgentes y fundamentales problemas que se presentaban. Ignoraron que los verdaderos ejecutores de esa Revolución nunca se habían considerado autorizados para imponer a nadie determinadas formas de vida. Y comenzaron entonces a perturbar a la opinión pública mediante tentativas diversas de promover una

Escribe

ALVARO ALSOGARAY



especie de "nuevo orden", más teórico que real, pero de cualquier manera irritante. Esa actitud, extendida a universidades, entidades gremiales, estatutos, organismos diversos, etc., terminó por provocar reacciones y crear, como he dicho, el clima propicio para que el estallido que hemos presenciado pudiera materializarse. El problema no ha terminado. Durante los cambios recientes, algunas de las fracciones nacionalistas, social cristianas y desarrollistas a que he hecho referencia, trataron nuevamente de copar posiciones aunque fuera a costa de otras de la misma extracción que quedaron eliminadas. Habrá que estar muy atentos en el futuro a estas siempre renovadas tentativas, que no terminan de liquidarse.

EL SISTEMA ECONOMICO-SOCIAL

En lo que sigue no me referiré a la coyuntura económica sino al sistema económico-social que ha imperado. Debo sí destacar que hace muchos años que aquélla no era tan buena. Las circunstancias se presentaron favorables y todo el mundo, aquí y en el extranjero, colaboró como nunca lo había hecho en las últimas décadas. En particular, los trabajadores asalariados soportaron la congelación de sus salarios y se abstuvieron de realizar huelgas y otros movimientos de protesta. Esa coyuntura no podía representar un factor de perturbación sino, por el contrario, de estabilidad. No obstante, la crisis se produjo.

La causa debe buscarse en la política económico-social aplicada, que mantuvo un sistema inoperante, ineficiente y con una buena dosis de compulsión. Las medidas tomadas el 13 de marzo de 1967, que respondían a la filosofía de los documentos revolucionarios, tuvieron pleno éxito y fueron determinantes de la excelente coyuntura apuntada. Pero el resto de la política económica tomó otros rumbos y significó la aplicación de una nueva

teoría. Esta última se basaba en la "congelación" de algunos factores del sistema imperante, confiando en que ello traería aparejada una estabilidad capaz de generar un aumento de actividades, y al mismo tiempo promover estas últimas mediante grandes inversiones estatales y privilegios a ciertas empresas privadas aunque fuera a costa de procedimientos inflacionarios.

Este esquema fue especialmente compulsivo en lo tocante a los salarios. Hay ciertas mentalidades reaccionarias y muchos teóricos de la "economía concertada" que hacen recaer siempre la responsabilidad de la inflación en las demandas de los trabajadores asalariados y que creen que sólo mediante la congelación compulsiva de los mismos se puede combatir aquel mal. Con ello están confundiendo la causa con el efecto. Es lo mismo que si se quisiera curar una enfermedad grave haciendo bajar la fiebre con aspirinas. Naturalmente, el método de la congelación es cómodo.

Agrada incluso a muchos empresarios, que prefieren que sea el gobierno quien les "saque las castañas del fuego". Pero termina por frustrar a todos sin corregir ninguno de los males que se ha querido eliminar. Esto último es lo que ocurrió. Se hizo una gran propaganda sobre un tipo de estabilidad que no podía ser sino ficticia, el público comenzó a creer en ella y un día determinado los aumentos de la nafta, de los transportes, del gas y de la leche, producidos por el propio gobierno, revelaron de una manera elemental, pero no por ello menos cierta, lo que técnicamente estaba ocurriendo. Consecuencia: una gran frustración y derrumbe de la confianza.

El esquema de la congelación de salarios forma parte de un esquema más general de congelación que se ha aplicado a gran parte del sistema económico existente. Seguimos aplastados por el intervencionismo estatal agobiante que gobierna desde hace más de un cuarto de siglo y que se manifiesta de las más diversas maneras.

¿De dónde habrán de provenir entonces las fuerzas dinámicas capaces de permitirnos salir de la "congelación" y hacer dar al país el gran salto adelante que desde hace tanto tiempo ambiciona? ¿De los reformadores sociales, de la tecnocracia planificadora del gobierno o, como quieren los "desarrollistas", de la inflación? Es evidente que por ese camino no hay salida.

VOLVER A LOS PRINCIPIOS REVOLUCIONARIOS

La solución está en volver a los principios que inspiraron los documentos revolucionarios. Estos últimos son claros y no dejan margen para dudas. Por otra parte, se basan en los más preciados de los atributos humanos: la libertad. Ese fue el camino elegido y no se alcanza a comprender por qué lo hemos abandonado. Es de esperar que el estallido de mayo, por más irracional y doloroso que sea, sirva para hacer reflexionar a los responsables de aquel abandono y los induzca a retomar el rumbo inicial.



CRISTO TAMBIEN FUE UN AGITADOR

Por JERONIMO JOSE PODESTA (Obispo)

FRANCIA, MAYO 1968. — Se produce una profunda conmoción estudiantil encuadrada y precedida por manifestaciones similares en diversos países de Europa, en los Estados Unidos y en Brasil.

Posteriormente, la onda de protesta estudiantil se extiende por toda la América latina, desde México hasta Colombia, Venezuela, Perú, Ecuador, Chile, Uruguay...

No podemos engañarnos acerca del sentido de este gran movimiento de protesta estudiantil. Su extensión geográfica, su dimensión planetaria, indica que algo muy profundo está metido en su entraña, y obliga a cuestionar las explicaciones simplistas y a interrogarnos acerca de nuestra capacidad de captar lo actual de la historia.

El dinamismo histórico profundo es el mismo en todas partes, pero en otros países pudo quedar más latente u oculto, por falta de madurez de la juventud. Así, por ejemplo, se me ocurre que en Alemania, el elevado bienestar y el materialismo práctico adormecen los dinamismos que fermentan la historia y frenan el proceso de la revolución. Algo semejante ocurre en Estados Unidos. Allí la protesta se desdobra: a) en cauces líricos como el movimiento "hippie" y b) en cauces tumultuosos sin otro objeto que la pura explosión de protesta o bien se confunden con la lucha racial o la reacción antibélica.

Las reacciones que se producen en España aparecen tremendamente frenadas por el peso de largos años de severo control y dura represión; por eso podrían dar la sensación de hastío de un régimen que se vuelve insostenible. (Tengo la seguridad de que allí el proceso madura aceleradamente y sólo se demora por la falta de ejercicio de los liderazgos naturales).

El atraso social en Colombia y la típica situación de subdesarrollo en Brasil también enmascaran, en cierto sentido, la significación de la rebelión juvenil, a pesar de la bandera de Camilo Torres y del liderazgo de Cámara.

Asimismo, en Chile, el proceso ofrece una imagen distorsionada por la confusión política y otro tanto podría decirse del Uruguay.

En cambio, los sucesos que tienen su epicentro en París, parecen dar la verdadera tónica de la revolución. La magnitud del movimiento juvenil es tal, que desborda el marco propiamente estudiantil y arrastra consigo la masa de los trabajadores para cuestionar estructuras culturales, sociales y políticas en un país que —conducido por un líder excepcional— salió de la postración de la guerra y del caos político, para alcanzar un extraordinario desarrollo y reconquistar su dimensión nacional enfrentándose con los grandes imperialismos internacionales. La Francia de la Revolución Francesa parece dispuesta a producir la gran revolución humanista del Siglo XX.

La Revolución gana la calle sin resistencias y cuando parece que algo decisivo va a suceder en Francia, y alerta al mundo entero, el proceso comienza a desnaturalizarse y desinflarse. La mística revolucionaria alimentada en el profeta Marcuse es más negativa que constructiva, no aparecen los líderes que sepan dar un verdadero cauce político al movimiento; el ambiguo y desesperado esfuerzo del Partido Comunista por llevar el agua a su molino pone en descubierta su falta de verdad revolucionaria y su juego de equilibrio y compromiso imperialista; la infiltración de los viejos políticos de izquierda y su afán por quedar en la cresta de la ola, debilita y borrona el proceso. Por eso, después de varios días de expectativa, el General de Gaulle reacciona, comprometiéndose antes con la derecha para obtener su apoyo y ofrece simples concesiones a la protesta. De todos modos su suerte está echada, pero al mismo tiempo la rebeldía juvenil quedará frustrada. Las fuerzas imperialistas de derecha e izquierda y los intereses de uno y otro signo jugaron bien su papel para contrarrestar el dinamismo revolucionario.

El andano general, que no carece totalmente de sentido de la historia, evita la opción más contraproducente: la represión; pero cae en la trampa de las estructuras de poder del "viejo orden". A un año de aquellos sucesos, Francia se encuentra ante la anodina opción entre Poher y Pompidou.

Con la perspectiva de un año me pregunto si De Gaulle no supo ubicar la

verdadera opción que es el hombre nuevo, representado por la generación juvenil; si la falta de madurez del movimiento y el propio cansancio, lo inhibieron para jugarse y asumir decididamente el proceso; o si lo aplastó el peso de las viejas estructuras.

Una interpretación que no toca fondo, podría afirmar que De Gaulle cae, al sacrificar la evolución social interna en aras de su desarrollo como potencia y achaca a la protesta juvenil el error de haber estropeado el desarrollo de su política frente al imperialismo yanqui y la tiranía del dólar. Pero la historia no juega ya a "potencias", a "dirigentes", a "estructuras de poder", a "desarrollismo económico", a simple bienestar, sino que apuesta al hombre a su pleno desarrollo y a su plena participación.

De todos modos, el proceso del mes de mayo, en Francia, deja un saldo manifiesto: a) El polo de la revolución se desplaza hacia la juventud; el eje revolucionario tiene su polo más dinámico no en el proletariado sino en la juventud universitaria, b) más que "tener" y "poder", la nueva generación da primacía a "ser" y "participar".

DE MAYO A MAYO. — Ante esos acontecimientos la opinión argentina está repartida; la mentalidad liberal burguesa se goza de que el orden haya prevalecido sobre el extremismo revolucionario, se tranquiliza por la buena salud de que gozan todavía las viejas estructuras y se felicita por la realidad argentina, donde finalmente impera la sensatez y se goza de un régimen que impide tales desbordamientos. La mentalidad nacionalista de derecha se regocija de la dura lección que obligará al estadista francés a una definición más neta, de acuerdo con su ideología. Finalmente, para los que quieren de verdad el cambio, la revolución de mayo en Francia tiene el carácter de un hito histórico.

Quienes interpretaron positivamente el mayo francés, debían inexorablemente interrogarse acerca de la realidad argentina, y plantearse una pregunta inquietante: ¿Qué pasa en la Argentina? La respuesta más decepcionante era ésta: "Aquí no pasa nada de eso". Para la mentalidad conservadora, esto significa

ONGANIA PUEDE SER EL ENEMIGO PUBLICO

EXTRA - Julio 1968

satisfacción y seguridad; para los partidarios del cambio entrañaba la decepción de aceptar que nuestra generación joven no presenta signos de conciencia revolucionaria, sino de alienación y conformismo.

Unos se frotan las manos con la satisfacción de comprobar nuestra fidelidad a los valores de la civilización "occidental y cristiana", la inmunidad de nuestro pueblo a los "extremismos e ideologías foráneas" y la consolidación de nuestras estructuras en el "orden tradicional". Los otros no podían ocultar una desazón y un descontento crecientes. Los primeros ubican aquí el principal mérito de la Revolución Argentina y de su jefe: los segundos entienden, por el contrario, que su aspecto más negativo está en su signo reaccionario.

En febrero del 68 en un Encuentro Nacional de la Juventud Universitaria Católica, se formuló esta pregunta clave: **Perspectivas y posibilidades de la "Revolución".** La respuesta unánime de los delegados, jóvenes concientizados y comprometidos en el cambio social, fue: El proceso no está maduro y es de largo aliento. Unos pocos opinaron que haría falta más de una década pero la mayoría afirmó decididamente que haría falta una generación por lo menos.

La pregunta clave: "¿Qué pasa en la Argentina, que no pasa nada?", fue planteada y replanteada permanentemente por mí a lo largo del año pasado.

A través de una cruda y descarnada valoración de los hechos y de la realidad argentina y de una severa autocrítica, una conclusión se fue imponiendo cada vez con mayor convicción: No se trata de apatía, conformismo o "alineación", sino de madurez.

La aparente apatía de casi tres años oculta un cambio profundo en la realidad que configura la nueva generación más notable en el sector estudiantil que en el sector obrero: la transformación de las antiguas agrupaciones masivas "usadas" por dirigentes "políticos", en pequeños, pero numerosos grupos de base, de alto grado de concientización y de auténtico compromiso con el cambio social.

Quiénes teníamos información y contactos serios, no podíamos ignorar que algo profundo estaba fermentando y que habría de estallar este año. Mientras tanto, otros dos hechos de signo contrario y diverso contenido juegan su papel:

1) La progresiva movilización de los sectores liberales. A ellos deben atribuirse: a) Constantes presiones ejercidas sobre el gobierno e infiltraciones en los cuadros de la Revolución Argentina, alentadas y orquestadas desde el exterior; b) Algunos raros episodios tipo "comando", destinados a crear "clima" y confundir la opinión pública, y c) Campañas de prensa orientadas a un objetivo concreto: el llamado a elecciones en un plazo definido.

Los observadores políticos creen que algunas manifestaciones de la Iglesia oficial le hacen el juego a este proceso.

2) La concientización del ambiente social y el aliento que las reivindicaciones sociales reciben del movimiento de los "curas rebeldes", falsa y equivocadamente denominados así, pues no son otra cosa que sacerdotes que asumen leal y efectivamente su compromiso evangélico con el pueblo y por la justicia. (Más justamente puede denominarse "Grupo del Tercer Mundo"). Quiénes se rasgan las vestiduras por este motivo, no ignoran que constituye el elemento más significativo en el proceso humano y religioso de la Argentina.

ARGENTINA, MAYO DE 1969. — Es un hecho de tremenda significación. Su importancia es tan grande que nadie tiene derecho a confundirse y menos a confundir.

No es honesto recurrir al remanido slogan de los "agitadores extremistas" como lo hicieron el ex ministro del Interior y el propio Presidente. En ese caso habría que acusar en primer lugar a los "curitas" y a militantes cristianos. (Cristo también fue condenado por agitador). Pasemos también por alto las declaraciones de entidades serias que rasgan sus vestiduras porque la inconsciencia estudiantil pone en peligro la estabilización monetaria.

Hoy muchos "lamentan y deploran", pero no se conmovieron ante la brutal e injusta represión de los pobladores de Villa Quinteros, en Tucumán o la inútil represión de la "marcha de hambre" en Santa Fe.

A nuestra juventud madura le produce náusea el lloriqueo sentimental de quienes no han hecho nada por cambiar la situación de injusticia, y están comprometidos con las estructuras opresoras, que generan la violencia. Nuestra juventud habla un idioma distinto y no la conmueve el "tener más", si es a costa de la dignidad. Esta juventud nueva aspira a la "liberación" y a la "participación". Quiere ser actora. Intuye verdades y valores nuevos, quiere asumir las tremendas responsabilidades que la esperan en este "giro de la historia" y frente a las cuales las estructuras y la mentalidad de la actual generación dirigente, están totalmente incapacitadas. Aspira ante todo a "ser más", no sólo porque vive valores nuevos, sino también porque sabe que es el único camino del verdadero progreso.

Nuestro movimiento de Mayo tiene raigambre madura y profunda a pesar de las apariencias subversivas. Implica una acelerada maduración del proceso de cambio. La Capital de la Revolución puede estar aquí. Sus dirigentes también están, aunque no han aflorado, pero ciertamente ya están marcando la caducidad absoluta y definitiva de los viejos dirigentes.

Esto nos permite adelantar una primera y fundamental conclusión: el vacío de poder se ha acentuado aún más. Una salida "electoralista" es una trampa en la que caen también importantes sectores gremiales, que sin saberlo, le hacen el juego a los liberales —aunque sus dirigentes sí lo saben—. El meridiano de la verdad pasa por las bases.

Los hechos de Mayo ponen de manifiesto un sordo malestar y un reprimido descontento popular; más en lo profundo expresan la frustración de esperanzas expectativas: el anhelo de participar. Ya no se trata como en nuestra primera Revolución de Mayo de que el pueblo quiere saber; ahora el pueblo quiere estar.

Señalan también falta de interpretación y de conducción, carencia de concepto político, ausencia de revolución verdadera; pero el significado último es una fisura entre un mundo que termina y un mundo que nace. Quien no entiende esta opción está radicalmente incapacitado para conducir.

Si juzgara interesada o superficialmente el discurso del señor Presidente, diría también que fue un "discurso de escuela primaria", como se ha repetido en la calle. Pero a pesar de sus carencias, tantos amigos como enemigos infravaloran al General Onganía.

Su discurso contiene una primera parte —con equívocos ya señalados— en la

que se hace concesiones a grupos minoritarios que concienten o inconcientemente le hacen juego a los factores del poder liberal. Pero no se le hace justicia cuando no se distingue una segunda parte en la que afirma su voluntad de asumir plenamente su responsabilidad.

Si asumió un vacío, le corresponde a él llenarlo o prepararlo. Sería cobardía abandonar la suerte de nuestro proceso revolucionario al juego de intereses de todos los viejos dirigentes que ya se están trenzando. En este caso, para mayo del 70, estaríamos ante la misma situación en que terminó el mayo francés del 68.

2800
palabras
para evitar
la
confusión

No hay salida liberal. Tampoco hay salida por el cauce de la represión. Por ambos caminos se prepara a corto plazo el caos e la guerra civil. Dos años serán suficientes para ponerlo de manifiesto.

En este sentido, Onganía comenzó a transitar por un senda equivocada en la que De Gaulle rehusó entrar. La calificada "dictablanda" ya ha sido calificada abiertamente de "dictadura". Las últimas leyes represivas constituyen el error más craso. Nadie puede olvidar que en nuestra patria ya se ha reiterado el juicio de "traición a la patria" a quienes se acusó de asumir la suma del poder.

El vacío de poder no se llena ni con dictadura ni con "fe-ores" de poder sino con poder verdadero, con pueblo. Eso es participación.

No basta un cambio de gabinete. Se trata de hacer la revolución en serio. No sé si el actual gobierno está aún en condiciones de hacerlo, pues su imagen está muy deteriorada. Pero Onganía tiene la obligación y la gravísima responsabilidad, al menos, de abrir el Cauce, sin claudicar ante las fuerzas regresivas del viejo o del neo-liberalismo.

Un día se me dijo que yo era el principal enemigo de la Revolución. Más tarde se afirmó que el mayor peligro era el movimiento de los curas pos-conciliarios. Pero si Onganía no sabe abrir ese cauce, él será el enemigo público N° 1 de la Revolución Argentina.

He querido permitirme una reflexión política. Pienso que puedo aportar algo de luz donde hace tanta falta. Los hechos de mayo a mayo —y de antes— han interpelado fuertemente mi conciencia. No salí a hacer declaraciones públicas ni a sumarme a nadie; no me interesa el poder sino la verdad. Me coloco en la línea de los "sacerdotes del Tercer Mundo" que no buscan ser líderes, sino fermento evangélico. Mi única aspiración y mi perspectiva es la construcción del "hombre nuevo" del Evangelio, del hombre humanizado, libre, auténtico, pleno en la verdad y en el amor. Mi gran preocupación es la responsabilidad de los que deben dar a este mundo la Buena Nueva.

NUMERO UNO DE LA REVOLUCION ARGENTINA



ENCUESTA · EXCLUSIVA

JOVENES:

ONGANIA SIN PIEDAD

Suele decirse que la mirada de los jóvenes puede ser la más dolorosa, la más impiadosa, y la más sincera. A 3 años de su permanencia en el poder, EXTRA quiso enfocar esa mirada sobre Juan Carlos Onganía, el presidente de los argentinos. Una exhaustiva encuesta realizada por un equipo de encuestadores a cargo de la socióloga Cristina Lucchini produjo un corte transversal a lo largo de todas las características del presidente. En un momento crucial del país, en una de las etapas más difíciles que le han tocado a Onganía, esa intensa y excluyente requisitoria codificada, clasificada y tabulada, fue entregada a EXTRA para redactar este informe de excepcional valor...

EXTRA - Julio 1969

ONGANIA SIN PIEDAD

¿QUE opina usted de Onganía? Durante 20 días, 300 jóvenes de entre 16 y 27 años fueron abordados por EXTRA con esa pregunta. Generalmente, todos coincidieron en asustarse, abrir grandes los ojos y negarse a la respuesta hasta que una aclaración los hacía recapacitar: "Nos referimos a Onganía, el hombre. ¿Cómo cree que es? ¿Qué virtudes y defectos le ve?". Que se los invitara a opinar sobre el hombre obviando al político parecía ser una tabla salvadora, una condición para que dieran la conformidad. EXTRA les presentó entonces una serie de características

para definir a Juan Carlos Onganía, el hombre. Las mismas, de una manera u otra, definieron también al político. Ante la lógica, pero no siempre aceptada, imposibilidad de separar al hombre de su función, las siguientes respuestas dieron la visión juvenil acerca de Juan Carlos Onganía, un hombre que, además, es político y presidente.

¿ONGANIA ES RESPONSABLE?

Enfrentados a la pregunta, el 100 % de las clases alta y baja aseguró que el presidente es responsable. También el 90 % de la clase media se plegó a esa convicción y apenas si el 10 % de esta clase dudó de que lo fuera. Las razones de quienes vieron a Onganía responsable se nuclearon,

por lo general, en torno a esta respuesta, que puede resumirse:

—Las cosas que dice las hace. Cuando está convencido de algo lo lleva a cabo, si no, no actuaría.

De los 90 de cada 100 jóvenes de clase media que ven a Onganía responsable, 66 adjudican esa característica a que "hace lo que dice"; 33 creen que "conoce la dimensión de la responsabilidad que asumió y la cumple lo mejor que puede" y un 1 % no sabe bien por qué es responsable, pero lo asegura porque lo leyó "en diarios y revistas".

En la clase baja, el 60 % coincide con la mayoría de la clase media, de modo que considera responsable al individuo que realiza lo que se plantea hacer. El 40 % restante ve desprenderse la responsabilidad del presidente de su investidura militar. Esta respuesta marca la diferencia de evaluación de la información que existe entre la clase media y la baja.

¿ES SERIO?

	CLASE MEDIA Y CLASE ALTA	CLASE BAJA
SI	90 %	100 %
NO	10 %	—
	100 %	100 %
	Dentro del 90 % de clase baja que dijo que es SERIO argumentaron así:	Dentro del 100 % de la clase baja que dijo que sí, dieron estas razones:
Sus discursos son concisos, no da explicaciones de lo que quiere hacer; simplemente lo hace.	60 %	33 %
Es militar y ellos hablan poco	27 %	44 %
Porque quiere dar esa imagen.	13 %	23 %
	100 %	100 %

¿QUE INTERES TIENE ONGANIA EN SER PRESIDENTE?

Tres años de permanencia en la primera magistratura y una clara intención de no abandonarla marcan el interés de Juan Carlos Onganía por ser presidente o, al menos, de serlo aún por un tiempo. EXTRA preguntó a los jóvenes a qué atribuyen ese interés.

En la clase media y alta 33 de cada 100 creen que su interés es ayudar al país. En la clase baja ese porcentaje sube a 66 %, pero un ahondamiento mayor permite descubrir que ése es un pensamiento generalizado



e indiscriminado en ese estrato: "el que es presidente quiere ayudar al país, sea quien sea". Al mismo tiempo, 44 % de los jóvenes de clase media y alta piensan que Onganía es presidente porque "ansía el poder y el prestigio". Un porcentaje que se reduce a 1 en la clase baja. Esas son, por supuesto, sólo las respuestas aglutinantes; aún quedan otras para completar el total de los encuestados: en la clase media, el 23 % restante se divide en un 12 % que cree que el interés de Onganía por la presidencia consiste "en vivir bien", y el 11 % que "no gobierna con conciencia nacional sino que preside la entrega del país". En la clase baja resta un 33 %: 22 piensan en la primera opción y 11, en la segunda.

ONGANIA SIN PIEDAD

¿CUMPLE SUS PROMESAS?

Una pregunta clave; la respuesta da una visión de la confianza con que los jóvenes miran —o no— al presidente:

"Cumple relativamente sus promesas: sólo las que le conviene". Esta respuesta pertenece a un 80 % de la clase media y alta y a un 34 % de la baja. Nadie en el primer grupo cree que Onganía no cumple las promesas, pero en la clase baja, mientras recuerda el poco aumento de los salarios y el alza del costo de la vida, un 66 % opina que no las cumple.

Los que afirmaron rotundamente sí, suponen que tiene buenas intenciones, pero no saben si las cumplirá. "Es cuestión de que lo dejen".

Los que dudando, indicaron *relativamente*: 50 % porque cumple las promesas que le conviene pero no vacila en quebrantarlas si lo incomodan (Universidad y salarios). El otro 50 %: "nunca prometió mucho, así no se compromete".

En términos generales, queda claro que los jóvenes —mayoritariamente— creen que Onganía no cumple sus promesas; paradójicamente, esta respuesta contradice a la que —también mayoritariamente— indica que es responsable. La unión de los dos resultados da una conjunción contradictoria: *Onganía es responsable pero no cumple sus promesas.*

¿ES HONESTO U OPORTUNISTA?

Juan Carlos Onganía no llegó al poder por el voto popular (aunque el embajador norteamericano designado para la Argentina opine lo contrario con mucha soltura). De manera que su honestidad es casi condición *sine qua non* para que su permanencia sea aceptada. ¿Los jóvenes ven honestidad en la figura del presidente?

70 % de clase alta y media y 76 % de clase baja la ven. Para el resto no es tan evidente.

¿ES DOMINADOR O DEBIL? ¿IMPONE SU VOLUNTAD?

Un resultado insólitamente homogéneo: todos los encuestados, en todas las clases sociales, coincidieron en que el presidente es dominador e impone su voluntad. Pero variaron el camino por el que llegaron a ese convencimiento:

"Porque usa la fuerza y así es fácil, pero a la gente se la debe convencer y dejarla elegir su gobernante" (40 % en clases media y alta y 55 % en clase baja). "Porque necesitamos una mano fuerte, ya que la debilidad, trae males mayores" (30 % y 20 %). "Porque en el momento en que asumió el poder era necesaria una mano fuerte, pero ahora ya podemos decidir solos" (30 % y 10 %). Y "porque es producto de su educación como militar" (20 % en la clase baja).

Resumen: no dudan de la autoridad de Onganía, pero ponen en tela de juicio la necesidad y el origen de la vigencia de la misma.



¿ES UN BUEN PADRE Y UN BUEN JEFE DE FAMILIA?

Nadie se atrevió a negar esas dos cualidades en Juan Carlos Onganía. Apenas si un 20 % en las clases media y alta y 15 % de clase baja eligió responder "no sé", justificándose en que "aparentemente lo es, pero no sé si es verdad o se trata de una imagen que nos quieren meter". En cambio, 80 % de clase media y alta y 85 % de la baja optaron por la respuesta afirmativa. Su desglosamiento:

LA CUESTION VITAL: GOBIERNO VS. ESTUDIANTES

En el preciso momento en que EXTRA realizaba esta investigación, la erupción de Corrientes, Rosario, La Plata, Córdoba, Tucumán, Mendoza, Salta y Bahía Blanca cruzaba al país y lo convulsionaba. Los jóvenes enfrentaban al gobierno. Los jóvenes trabajadores y universitarios, al menos. ¿Cómo repercutió eso en su generación? Es lo que inmediatamente EXTRA quiso comprobar. Y su cuestionario incluyó súbitamente otra pregunta:

¿QUIEN CREE QUE FUE RESPONSABLE DE LOS SUCESOS: LOS ESTUDIANTES O EL GOBIERNO?

	Clase media y alta	Clase baja
EL GOBIERNO	10 %	2 %
LOS ESTUDIANTES	90 %	98 %
TOTAL:	100 %	100 %

Las razones esgrimidas adquirieron estos porcentajes: Entre quienes dijeron que los responsables fueron los estudiantes:

"Porque no había motivos que justificaran esa protesta tan grande por un aumento de unos pocos pesos en el comedor estudiantil": el 100 % en todas las clases.

Los que dijeron que la culpa fue del gobierno:

"Porque los estudiantes protestaban por algo justo y, de cualquier manera, es un asesinato matarlos porque el gobierno no está de acuerdo con ellos": 40 % en clases media y alta; 30 % en clase baja.

"Porque el gobierno es el que tiene la fuerza y si no hubiese provocado la situación todo hubiera sido pacífico": 20 % y 20 %.

"Porque si uno protesta se debe a que las cosas en el país andan mal y su solución no es matar sino resolverlas": 40 % y 50 %.

"Tiene un hogar bien constituido": 40 % en media y alta.

"Porque es católico": 40 % en media y alta y 15 % en baja.

"Supongo, por lo que dicen los diarios": 20 % y 75 %.

"Porque tiene muchos hijos": 10 % en clase baja.

¿COMO VEN A ONGANIA COMO POLITICO?

Un militar de profesionalismo total y decantado que llega a la presidencia del país reemplazando un sistema tasado en los peores errores de la política, ¿puede convertirse de pronto en un buen político? ¿Cómo es Onganía en ese aspecto? Las respuestas:

Es más práctico que teórico (70 % de clase media y alta y 22 % de clase baja). El resto se divide entre los que piensan que "no es un buen político porque se tiene que apoyar en las bayonetas y no conquista la opinión de la gente sino que le ordena" (30 % de media y alta y 22 % de baja) y los que opinan que es "un buen político porque se cumple lo que él ordena" (56 % de clase baja).

Los que dieron la respuesta de mayor porcentaje —"es más teórico que práctico"— se descompaginaron entre quienes dicen que "lleva la política del garrote, no la de convencer" (44 % en la media y alta y 40 % en la baja); que "la misma vida militar lo lleva a ser así" (28 % y 50 %, respectivamente); y "no tiene preparación teórica, sólo ejecuta lo que le aconsejan" (28 % y 10 %).

El resumen es claro: los jóvenes, en general, desconfían de las aptitudes políticas de Onganía, de acuerdo con las cifras.

¿COMO MANEJA ONGANIA LA RELACION ECONOMICA CON EL EXTERIOR?

El gran quid; la gran discusión. El presidente no tiene mucho apoyo entre los jóvenes en este aspecto: Para un 70 % —porcentaje altísimo— de clase media y alta su política es dependiente; el 60 % de clase baja piensa igual. Sólo 30 % en el primer caso y 40 % en el segundo se atreve a afirmar que la política económica es independiente.

Así se reparten los que creen en la dependencia:

"No hizo nada para liberarnos de los EE. UU.; no le conviene ni a él ni a los grupos que lo presionan: 72 % en media y alta; 70 % en baja.

"Cada vez el país tiene más deuda exterior. Pero él no es totalmente culpable porque no tiene fuerza para oponerse a EE.UU. Está atado de pies y manos": 28 % y 30 %, respectivamente.

Quedan los que creen en la inde-

LO QUE NO DICEN LAS CIFRAS

Los apuntes que siguen fueron comprobados por los encuestadores y anotados al margen de la tarea estadística. Los mismos develan interesantes e insospechados entretelones que las cifras por sí solas no alcanzan a develar:

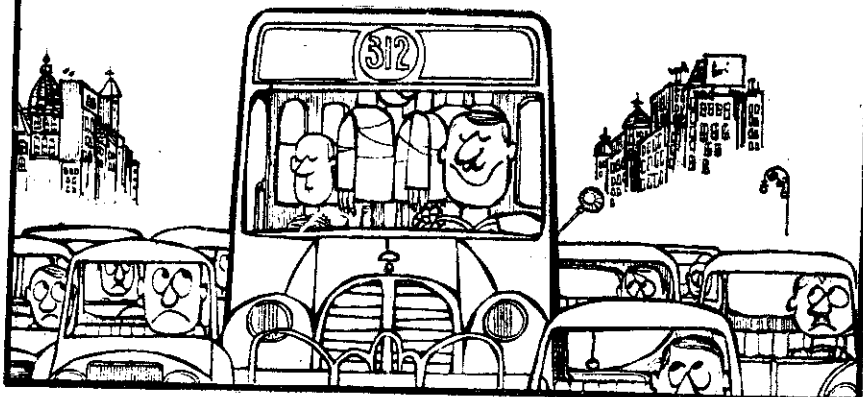
- Apuntado por varias chicas de clase media: "Lo veo más bien como un padre. Pero un poco antiguo".
- La imagen de que el gobierno hace algo se refleja en los jóvenes principalmente por las obras públicas.
- Un dato importante: en general los jóvenes manifestaron no querer parecerse a ninguno de los hombres del gobierno (en muchos casos porque ni siquiera conocen bien a éstos).
- En la clase baja los jóvenes muestran un estado de resentimiento por el 8 % de aumento en los salarios (marcan que a los militares se les aumentó más y que el costo de la vida no ha cesado de subir. Muchos de ellos manifestaron sentirse "estafados".
- En la clase baja se justifica muchas veces la honradez, intencionalidad, responsabilidad y seriedad de Onganía sólo por el hecho de ser militar. Se puede comprobar todo un mito en torno de la situación militar. Da la impresión de que se piensa que sólo los mejores (incluso económicamente) pueden llegar a militares y por lo tanto si es militar debe ser de los mejores (todo esto en clase baja).
- Hay en general un dolor en la clase baja porque "no se habla con el pueblo", sino que se ordena. Aunque no lo conocieron del todo, muchos jóvenes aseguran que "Perón era diferente; salía hacia el pueblo y se hacía querer". Comentan por ejemplo la reunión de Krieger Vasena en Alta Gracia con importantes empresarios y nunca con dirigentes gremiales.
- La dependencia de los EE.UU. se visualiza especialmente por el problema del tabaco. Cuando tienen que explicar esa dependencia los jóvenes acuden casi similarmente a esta frase tipo: "Y... todas las empresas de cigarrillos fueron vendidas a los yanquis".
- Una frase: "Onganía habla poco: eso es bien de macho. Hablar mucho es de mujeres".

El máximo de Seguridad lo hallará en la:

Compañía de Seguros "La Comercial e Industrial de Avellaneda" S.A.

Av. Gral. Mitre 374 - Piso 29 T. E. 22-9138 - 7941 - 4867
Avellaneda

Oficina Capital Federal
Florida 524 - 3er. Piso



ONGANIA SIN PIEDAD

pendencia económica. Se dividen así:

"No busca dependencia exterior sino que busca que Argentina se modernice tomando como patrón a EE.UU.": 34 % en media y alta; 76 % en baja.

"Intenta una política económica independiente al tender a una industrialización del país": 66 % y 56 %.

"Se comercia con todos los países del mundo": 20 % en clase baja.

¿GOBIERNA EL O LO HACEN OTROS DETRAS DE EL?

La respuesta a esta pregunta debe estudiarse cuidadosamente, puesto que sus índices resultan por demás significativos. Parte fundamental del pensamiento de los jóvenes respecto al presidente está en los guarismos siguientes:

Las clases media, alta y baja codificaron así sus respuestas:

"Gobierna él; toma las decisiones aunque se deje aconsejar por gente capacitada": 30 % en clase media y alta; 40 % en clase baja.

"El no gobierna; es un títere que sólo hace lo que le indican otros" (EE.UU. y los militares de alta graduación): 20 % y 10 %.

"Es manejado por gente y se deja llevar por ciertas presiones, pero no es un títere. Las decisiones las toma él aunque lo dirijan desde o hacia los EE.UU.": 50 % en todas las clases.

Una atropía sombra de duda es el

¿POR QUE CREE QUE ONGANIA ES TAN CALLADO?

	Clase media y alta	Clase baja
Se encierra en su mutismo para no equivocarse.	40 %	20 %
Por su educación militar.	25 %	60 %
Porque quiere o debe dar esa imagen.	35 %	20 %
TOTAL	100 %	100 %



rezago que dejan las respuestas como actitud de los jóvenes.

¿LE GUSTARIA PARECERSE A ONGANIA?

Solamente un 10 % en las clases media y alta y un 2 % en la baja dijeron que sí. El resto (90 % y 98 %) desechó la idea. Las razones de todos:

Los que dijeron sí:

"Por su carácter y personalidad" (fuerte y seguro de sí mismo): 90 % en las clases superiores y 20 % en la inferior.

"Porque me gustaría ser presidente": 10 % y 80 %.

Los que dijeron no:

"Porque es militar y los militares son cerrados, autoritarios y están fuera de moda": 60 % y 20 %.

"Porque los políticos no son sinceros y desconfío de ellos": 40 % en la clase baja.

"Porque es mucha responsabilidad": 10 % y 20 %.

"Porque estoy contento como soy yo": 30 % y 20 %.

NUESTRA REFLEXION

EXTRA encargó la encuesta. La reproduce. Pero, como punto final, queremos gastar algunas reflexiones sobre los resultados de este test. son éstas:

La imagen de Onganía es la de un Bonus Pater Familias (buen padre de familia), ideal paradigmático de los gobiernos monárquicos. Las virtudes que emanan de esa premisa son: responsabilidad, seriedad, parquedad y relativa seguridad de que cumple lo que promete. Un 40 por ciento de los jóvenes de clase media y un 15 por ciento de la clase baja atribuyen estas virtudes al catolicismo del presidente. No se ha podido borrar la vieja alianza del trono y el altar. En cuanto a sus relaciones de mando, generalmente se lo ve como dominador. Esta capacidad se ve restringida frente al exterior —según los encuestados— por la presión de EE.UU., frente al cual Onganía sostiene una política de dependencia. Esta apreciación parece avalada por la desnacionalización de la industria del cigarrillo. "Todas las empresas fueron vendidas a los yanquis", afirman con cierta pasión. Sin embargo, la política de Onganía se caracterizó por ser europeísta y antiamericana. En materia nuclear Argentina ha sido independiente, quebrando el monopolio del Tío Sam; en materia de armamentos el "plan Europa" indica la tendencia del gobierno. Y éstos son nada más que dos ejemplos tomados al azar. En lo que respecta a la desnacionalización, sólo una firma —dentro del total— fue vendida a capitales norteamericanos. De todas maneras, los jóvenes no entran en estas sutilezas. Creen sinceramente en que debe quebrarse una dependencia que no pueden precisar más que en los EE.UU., símbolo de la dominación. El problema estudiantil caló hondo en el espíritu de los jóvenes, que entendían los motivos como justos. La represión no fue evidentemente bien vista, y fue tomada más como una amenaza ciertamente injuriosa que como un método normal. Otra fuente de resentimientos: la diferencia notoria entre los aumentos a los militares y los que se concedieron al resto del pueblo.

Vandor, dirigente cumbre



En 1969 completaba un doble sueño; su primer hijo varón, y la Unidad Sindical. Fue entonces cuando los asesinos con ideología le rompieron la vida. EL GOBIERNO QUE NO SE COMPROMETE CON LOS QUE LO "AYUDAN", PREFIRIO NO NOMBRAR A AUGUSTO VANDOR. Se equivocan quienes juzgan este episodio como un mero hecho "del hampa gremial". No forma parte de la modalidad argentina eliminar adversarios a tiros. CUANDO VANDOR NO SIRVIO O LA PROVOCACION, LO SUPRIMIERON.

LOS ASESINOS APUNTARON BIEN

A las 8 de la mañana del lunes 30 de junio, hablamos telefónicamente con Augusto Vandor, el más importante dirigente gremial producido en la Argentina en todos los tiempos, por su intuición, por su influencia masiva, por la participación vital que tuvo en los acontecimientos primordiales de los últimos 15 años. La conversación fue breve:

EXTRA: ¿Cómo está Augusto?

Vandor: Más o menos... Acabo de levantarme de una fuerte gripe.

EXTRA: Quisiéramos invitarlo a un programa de televisión con jóvenes que quieren irrumpir en la vida sindical, preguntando...

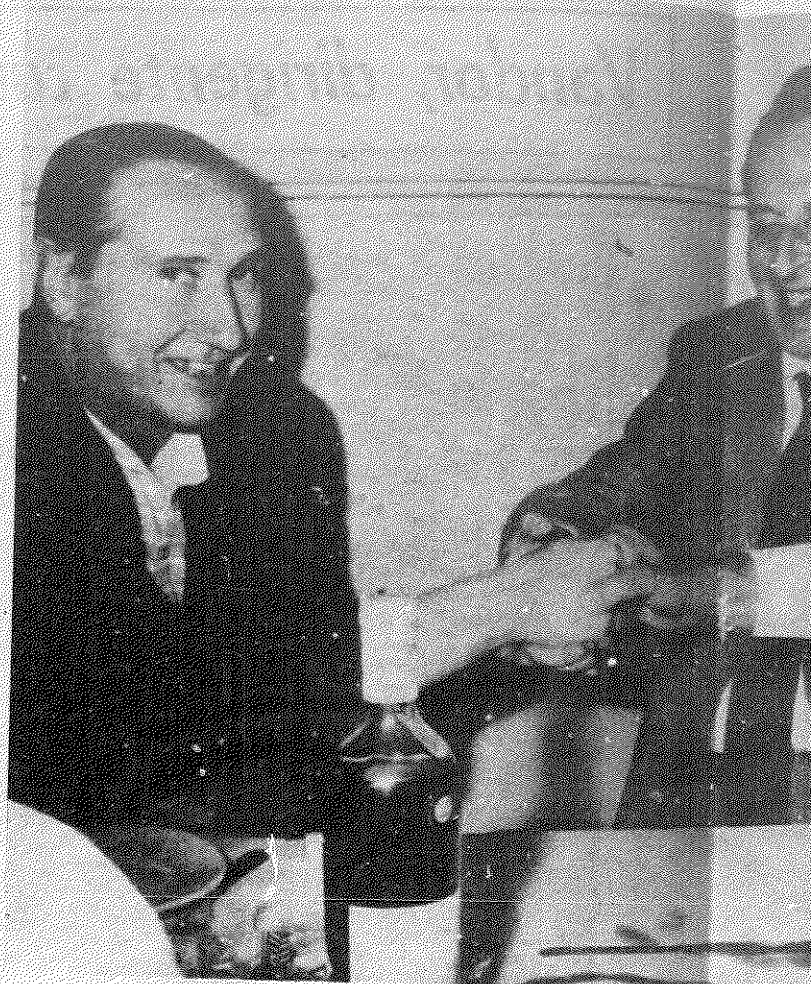
Vandor: Puede ser, pero no ahora... Estamos con

EXTRA - Julio 1989

este problema de la Unidad que no me deja dormir. Además, mañana tenemos que evitar el paro, porque no lo entendemos útil para el movimiento trabajador, al que lo quieren arrastrar hacia el caos y la desintegración. Y usted sabe cómo es esto; hay que estar con los dos ojos abiertos... En todo caso hablaré con Roqué, o con Héctor López... Mire, véngase para aquí, para Rioja, a las 11 y veremos.

A las 11 tuvo otra visita. Asesinos a sueldo, hampones empujados por ideólogos de la destrucción, por intelectuales de izquierda que terminan enterrados en la Recoleta, ingresaron en la sede de la Unión Obrera Metalúrgica de la calle Rioja, y con fría saña le perforaron la espalda y el pecho. Cuando "El Lobo" sintió las voces aterrizadas, abrió la puerta de su despacho (sólo se puede abrir por dentro) y salió a preguntar qué pasaba. Frente a él un personaje, metralleta en mano, dió cinco pasos. Vador empujó entonces a Alfredo Pernisse, dirigente santafesino que estaba con él, y se arrojó al piso, hacia adelante, en un boquete de la escalera. Allí lo remataron con bárbara decisión. Cinco perforaciones, una tras otra, meticulosamente, quebraron su vida. Gangsterismo.

¿A quién destruyeron en Augusto Vador? A un líder sindical, libre, táctico, de indudable gravitación en la vida nacional, que era una garantía para toda la sociedad. Su gremio había crecido, gracias a él. Los sectores empresarios, sabían que Vador era insobornable, pero sabían también que no era el intransigente agresor de los capitales que componen la posibilidad de levantar fábricas, de construir fuentes de trabajo. Vador, era un LIDER NACIONAL. Alejado y reacio a toda ideología que tiene sucursales en Moscú o en Pekín. No hacía de la conducción sindical una gimnasia del desasosiego. No prometía combatir al capitalismo, o fomentar la disolución argentina so pretexto de "cambiar las estructuras". Augusto Vador se manejaba con su librito intuitivo. Unidad Sindical, significa fuerza. Fuerza significa posibilidad de negociar con respaldo. Negociar con respaldo significa conseguir so-



AUGUSTO Y ROSENDO GARCÍA

No era un dirigente sindical que estudiaba: él, intuía. Todo, menos la devastadora manera de morir... 3 estudiantes en Mayo. Augusto Vador en junio. Siempre "mueren los buenos", cualesquiera sea la circunstancia nacional.



¿DONDE NOS LLEVA ESTA VIOLENCIA?

Antes veíamos estas escenas por televisión. En Nanterre, en París, en Berkeley. Ahora las vivimos aquí.



odo,
antes
n los
nal.

luciones o imponerlas desde el diálogo. Porque Vandor pactaba. *Pero pactar no es CEDER.* Vandor negociaba; porque un dirigente gremial, entendía él, no nació simplemente para pedir o decir que NO; sólo en la transacción con autoridad está la posibilidad de convivir. *Vandor no quería terminar con el Régimen Social de la Argentina.* Quería modificarlo, hacerlo más accesible a los millones de hombres y mujeres que trabajan, sueñan, aman, sufren, pero no han perdido la fe en el país, ni anhelan modelos extranjeros, vía extremismos, que suplantaran nuestro estilo de vida. Era social, era cristiano, era nacional, era un místico de su causa; otros dirigentes, a la manera de Raimundo Ongaro, predicaban ese condicionamiento, pero sabiendo o no, queriendo o no, sirven a las causas más diversas de lo no nacional.

Y en este enfrentamiento estaba Augusto Vandor cuando lo mandaron matar. Quienes eligieron la víctima, eligieron bien. Quienes tiraron, apuntaron mejor. Se estaba a punto de lograr la Unidad Sindical. La llamada "CGT de los Argentinos" —la mayoritaria CGT de Vandor (Azopardo), ¿era la CGT de los extranjeros?— quedaba reducida a la mínima expresión, sólo aumentativa a la hora de los conflictos, porque oficiaba sobre la emoción nacional, se llamen estudiantes agraviados por una política educacional nefasta y por tres asesinatos sin nombre, o se rotulen contrarios a una "política económica de entrega". Es decir, operaba sobre

errores visibles, a veces inconmesurables del gobierno. Vandor prefería corregir al gobierno, no voltear el sistema. Evidentemente el "operativo comando" que buscó su sangre en la mañana fría de junio, sabía que con Vandor eliminaban a un enemigo de la desintegración argentina, que ellos procuran.

El paralelo con Luther King se impone; el líder negro, era un claro reivindicador de los derechos de su raza, de su color. Pero negociaba. Su genuino talento, lo llevó al diálogo. Y desde allí, construyó una personalidad, un movimiento y avanzó entre las sombras. Una bala justa, barrió con su idea más que con su vida.

En Vandor asesinaron también un "estilo" que los argentinos, sean obreros, empresarios o gobierno, añorarán si el país no sale de su noche de violencia; porque los empresarios y el Poder, saben que Augusto Vandor con corbata o sin corbata, yendo o no al hipódromo, signo de su ninguna hipocresía y de su autenticidad, era un pilar de "lo nacional". Onganía, que lo conoció poco, porque rechazaba acaso su carisma, y Rubens San Sebastián que lo conoció mucho, y que lo sabía utilísimo al proceso, pueden dar fe de la mentalidad de Vandor, y los empresarios metalúrgicos que discutieron los convenios

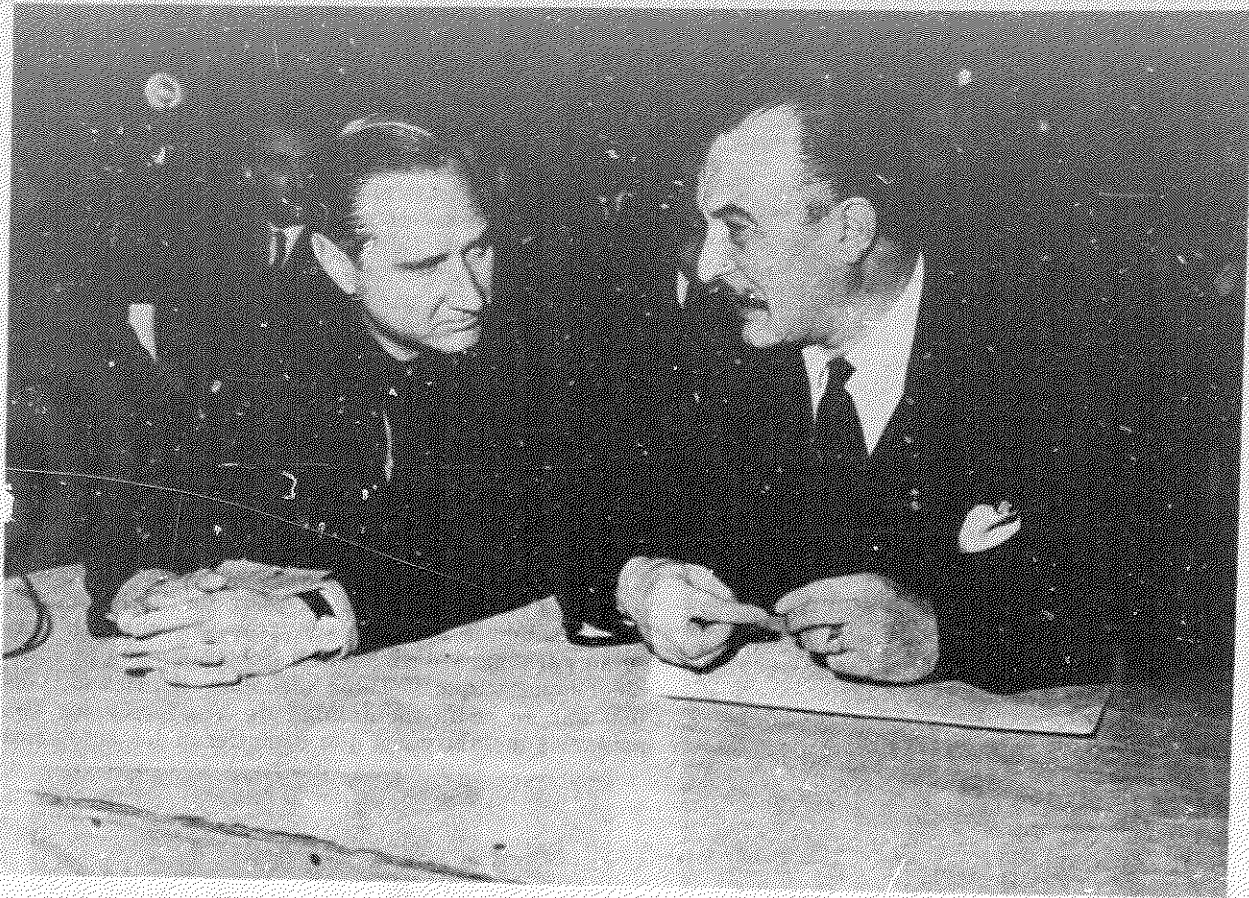


"No lo vimos en el juramento del coronel Premoli..."; le dijimos la última vez que hablamos con él, la misma mañana de su supresión. Calló, (era gran amigo de Premoli) y después respondió; "Ud. sabe... A la casa de gobierno hay que ir con corbata. Y a mí no me gusta ponérmela..."

colectivos de trabajo durante años y años, no ignoran que Vandor era un adversario, pero nunca un enemigo.

Lo eligieron bien, a la hora de la supresión física. En un mes histórico, la Argentina vio morir desde el pibe Cabral frente al comedor estudiantil de Corrientes, hasta Augusto Vandor en su sitio de trabajo. Siempre mueren los de "este lado". Los de "esta vereda".

No estábamos acostumbrados a liquidar los pleitos de modo tan siniestro. No estamos formados al



EL LOBO Y JOSE ALONSO

Borda propuso el Estado de Sitio y poco menos que lo "echaron del gobierno". La muerte de Vandor, reivindicó la "vieja manera" de vivir de los argentinos, "bajo estado de sitio". Y le dio la razón ex ministro.

"modo" norteamericano —se llamen John o Bob Kennedy, Luther King, o Lincoln— de eliminación personal.

¿Quién lo mandó matar a Augusto Vandor? Eso importa investigar de ahora en más. Hay instigadores naturales, conocidísimos, que juegan a intelectuales de izquierda. Hay tremendistas de derecha, que ahora se unen, o mejor dicho que siempre se unen para combatir "lo nacional". Pero debe haber, ya no cabe duda, una célula ideológica maoísta, importadora de métodos extranjeros, formada por hombres jóvenes y decididos, que viene operando sobre la frustrante realidad argentina; sobre los errores oficiales y el desánimo argentino; depredan Córdoba, aprovechando una inmensa queja popular; capitalizan el descontento estudiantil; queman organizadamente 13 supermercados para atacar a Nelson Rockefeller y dejan sin trabajo a 2.000 obreros y empleados argentinos; y cuando Augusto Vandor, ordena NO HUELGA, culminan en su destrucción física una pormenorizada misión; más que voltear un gobierno, minar el sistema en el que elegimos vivir.

Esto no tiene límites, a partir de aquí. Los hampones andan sueltos. Los ideólogos, apuntan bien.

Imaz produjo lo que Borda no pudo hacer; el estado de sitio. ¿Porqué no nombró el ministro a Vandor en su discurso cuando se limitó a decir que había muerto "un dirigente gremial"? Vandor sirvió al gobierno y al país, como pocos.

¿Porqué omitirlo?

El gobierno reprime mal; condena a los que no debe, y deja sueltos a los enemigos del país. Es duro con los que desean participar, los aleja, y es blando con los duros. ¿O los que mandan siguen confusos?

El asesinato de Augusto Vandor, es el punto límite de la capacidad de asombro del país. No es un mero tema gremial. Se asesina la idea de convivir.



CORDOBA, LA DESOBEDIENTE

Santiago de Liniers fue fusilado en Córdoba; Facundo Quiroga fue asesinado en Córdoba. La Reforma Universitaria, la *revolución libertadora* y el *cordobazo* nacen en Córdoba. Montoneros da uno de sus primeros golpes en La Calera, Córdoba. El humor es cordobés. Y en Córdoba reinó el general Menéndez durante el proceso. Y casi asesinan al presidente Alfonsín en mayo pasado. ¿Qué pasa en Córdoba que pasan tantas cosas?



LA SEMANA 12-6-86





1969

Córdoba ayer, Córdoba hoy

En Córdoba, la capital de la provincia, se celebró ayer el primer aniversario de la caída del régimen de Bordaberry. En la ciudad, se realizaron diversas actividades conmemorativas, entre ellas, una gran manifestación que recorrió las principales calles de la ciudad. La multitud, compuesta por estudiantes, trabajadores y ciudadanos en general, expresaron su rechazo al autoritarismo y su apoyo a la democracia. En la noche, se realizaron actos culturales y musicales que culminaron con una gran fiesta popular en el centro de la ciudad.

A pesar de las contradicciones, Córdoba hoy condena cualquier extremismo

Ya los cordobeses, como es su costumbre, han convertido lo que pudo ser un magnicidio en un chiste. Y la bomba colocada en terrenos del Tercer Cuerpo de Ejército durante la visita presidencial del lunes 19 de mayo, pasó a ser de cobalto —a pesar de que se la hizo estallar una semana después— en obvia alusión al proyecto sobre la planta de Cobalto 60 anunciado con entusiasmo por el gobernador Eduardo Angeloz en Río Tercero el viernes 31 de mayo. También han tomado con humor el sacudón que siguió a aquel estallido en los altos mandos, el cambio *Verdura* por *Flores*, aun cuando aquella bomba fue seguida por otra, que explotó sin ayuda, el jueves 22 a las 19.40, al paso de un tren que trasladaba a simpatizantes radicales con destino al acto del día siguiente en Plaza de Mayo.

El mes de mayo había llegado a Córdoba desde su inicio con presagios no menos ruidosos. El propio jefe del Estado Mayor General del Ejército, general Héctor Ríos Ereñú, los advirtió personalmente en oportunidad de una visita anterior, cuando voló por los aires un refugio mientras él estaba reunido con el general Aníbal Verdura y su Estado Mayor, y pintadas injuriosas para las autoridades civiles y también militares aparecían en caminos interiores de esa gran unidad de batalla, como se define en lenguaje castrense a los comandos de cuerpo.

En dos años y seis meses de gobierno constitucional, que tiene como vicepresidente al cordobés Víctor Martínez y como gobernador a otro radical, Córdoba ya ha sido el escenario de otra grave crisis militar: la que le costó el cargo al general Jorge Arguindegui como jefe del Estado Mayor y a su par Pedro Pablo Mansilla, quien ocupó la jefatura del Tercer Cuerpo, en los primeros meses del gobierno de Alfonsín. Mansilla se enfrentó a su jefe oponiéndose férreamente al juzgamiento de oficiales acusados de delitos contra los derechos humanos, llegando a impedir la labor de la CONADEP Córdoba.

Córdoba es todo lo anterior pero también es su gente recordando los 17 años del Cordobazo el jueves 29 de mayo; y es también la marcha del día siguiente desde la plaza Colón a la plaza Vélez Sarsfield, repudiando la bomba a Alfonsín y pidiendo el juicio y castigo a los

culpables de tantas desapariciones durante el proceso militar. Más de diez mil personas con pancartas de partidos políticos y de organizaciones de derechos humanos, estudiantiles y gremiales, y un canto donde tal vez este periodista intentara una primera aproximación al fenómeno Córdoba: *...porque en el campo del pueblo hay gente de tu partido pero del otro también / porque en el campo enemigo hay gente de otros partidos pero del tuyo también...*

Córdoba es también esa misma noche del viernes 30 de mayo al término de la marcha. Es un joven justicialista gritando: ¡Viva Perón!, y es un militante radical a su lado respondiéndole: ¡Que viva... pero que no gobierne! Y es también el gobernador radical, Eduardo Angeloz, citando para el martes 3 de junio al principal dirigente del peronismo renovador de Córdoba, José Manuel de la Sota, para intercambiar ideas sobre una futura reforma de la Constitución de la provincia, aunque el primero reivindique lo heroico de la Córdoba de septiembre de 1955 y De la Sota califique al golpe militar de entonces como la revolución fusiladora.

Pero Córdoba no es tampoco eso porque también es la de la Reforma Universitaria y la de los campos de exterminio La Perla o La Ribera. Es la del Cordobazo y la del Navarro, la del Vitorazo y la del Lacabanzazo, con ese gusto por los aumentativos de la jerga cordobesa. Córdoba es la de gobernadores recordados con respeto como el radical Amadeo Sabattini o el peronista Ignacio San Martín. Es la Córdoba desobediente y nunca conformista. Es la del presidente Arturo Illia pero, para la misma época, la del congreso de Huerta Grande que decidió un plan de lucha revolucionario cuando conducía la CGT el dirigente José Alonso. Es Córdoba la docta y la Córdoba de los cuartetos musicales de pésimo gusto. La segunda ciudad de la República y la que siempre postula para el segundo término de la fórmula presidencial a un cordobés. La de Agustín Tosco pero, también, la de Luciano Benjamín Menéndez. Trágica y risueña. El sonido y la furia.

La casa rosada de Córdoba es la casa de tejas, llamada así por su techo característico. El despacho del gobernador, doctor Eduardo Angeloz, El Po-

cho Angeloz para los cordobeses, es un gran salón lleno de luz donde hay un gran óleo de Benito Quinquela Martín que alguna vez el interventor Raúl Lacabanne quiso llevarse a su retiro al Paraguay como tantas otras cosas, pero alguien lo impidió. Se ven también dos fotografías de Arturo Illia y de Amadeo Sabattini y debajo de este último, un toro hecho de metal que el gobernador actual muestra con orgullo.

Esto es un símbolo para mí: don Amadeo Sabattini con sus ojos mirándome, es decir, tratando de insuflarme cuál es el destino que hay que dar a la provincia de Córdoba y este toro plantado, que es el símbolo del federalismo cordobés al que no arrastra nadie.

Su fundación fue la primera desobediencia

—Gobernador, ¿Córdoba es un país dentro de otro país?

—No sé si es un país dentro de otro país... será una provincia con características atípicas que desde su origen tiene un perfil muy propio, muy particular. Es decir desde el instante mismo de su fundación, cuando Jerónimo Luis de Cabrera es el primer rebelde del 6 de julio de 1573. Y funda esta ciudad en un lugar distinto del que le habían ordenado, lo que después le cuesta la vida. De cualquier manera, creo que Córdoba es un poco el crisol de aspiraciones, frustraciones, sueños, deseos de hombres y mujeres que vinieron a la provincia en busca de un escenario donde pudieran expresarse y aquí, junto a las ideas de los demás, hicimos la idea propia o el perfil propio que Córdoba tiene a lo largo de todos los tiempos. Esto es tal vez lo que dicen algunos del país dentro de otro país. Yo creo que no. Es simplemente el resumen del país interior dentro de la República. Y Córdoba lo expresa mejor.

—¿Córdoba es la heroica o la arrepentida? ¿La del Cordobazo o la del Navarro? ¿Por qué tanta dicotomía?

—Lo que pasa es que acontecimientos de esa naturaleza podrán ser señalados como exabruptos de un momento histórico de la provincia de Córdoba, pero de ninguna manera nadie podrá dejar de reconocer el valor que tuvo en 1955 el alzamiento contra Perón, más allá del juzgamiento histórico

que puede hacerse por la interrupción de los procesos institucionales a través del golpe de Estado. Y nadie podrá desconocer en el proceso histórico-gremial argentino, el valor que tiene el Cordobazo como un mojón que se planta frente al autoritarismo que en ese momento encarna Onganía y todo su equipo corporativo fascista. Es decir que, cuando hay que dar el primer grito, se da en la provincia de Córdoba. Pero usted olvida dos hechos típicos o atípicos también en el país. El primero, después de 1930 cuando Hipólito Yrigoyen había sido derrocado del poder, se suponía que el radicalismo no estaba en condiciones ni de ideales ni de práctica para poder gobernar los destinos de un pueblo o de una provincia. Y sin embargo, Amadeo Sabattini demuestra que no es así ganando las elecciones del 3 de noviembre de 1935 produciendo, a partir de 1930, uno de los fenómenos más importantes que después de 50 años tiene perdurabilidad en la historia de los gobiernos de provincias argentinas. O se da con la presencia del brigadier Ignacio San Martín, por ejemplo, también en Córdoba, cuando comienza el proceso de industrialización del interior argentino; se da a través de las proposiciones que formula el brigadier San Martín en nombre del justicialismo y la Fábrica Militar de Aviones, dándole el perfil industrial que queríamos para la provincia de Córdoba.

—Para el radicalismo, ¿los vicepresidentes tienen que salir forzosamente de Córdoba?

—No, no, no (risas). Tan es así que el presidente Arturo Illia sale de Córdoba. Ocurre que las circunstancias dan que el eje político Buenos Aires-Córdoba dio casi permanentemente una relación entre presidente y vicepresidente de la República.

—¿No les molesta a los cordobeses ser siempre segundos?

—No. No sé en qué somos segundos...

—En candidatos a la fórmula presidencial, en ser la segunda ciudad de la República...

—(Risas) Pero tal vez somos primeros espiritualmente y esto es lo que más nos complace.

—En Buenos Aires se dice que Córdoba es el feudo de Menéndez, ¿puede contestar?

—Sí, no tengo ningún inconveniente. Yo creo que los hechos ocurridos en Córdoba son también la de la existencia de



1969

La ciudad hoy a 17 años del Cordobazo

El área peatonal del centro de Córdoba no existía en 1969 y no mostraba la imagen de hoy, con sus canteros en alto. En los días del *Cordobazo*, las calles del centro estuvieron vacías porque la mayoría de los cordobeses se encerró en sus casas o se desplegó por las esquinas más neurálgicas de la revuelta popular, donde estaban las multinacionales. La mayoría de las vidrieras y los autos fueron destruidos.

Los símbolos del gobernador Angeloz

En su despacho de la gobernación, la *casa de tejas*, el doctor Eduardo Angeloz, radical, muestra con orgullo el retrato de Amadeo Sabattini y la figura de un toro de metal. Para él son la demostración de que en Córdoba se puede gobernar y que el federalismo de esa provincia es como un toro al que nadie puede arrastrar. Angeloz convoca a su despacho a dirigentes de la oposición.

El copamiento de La Calera por montoneros

Sobre la plaza se levanta la comisaría del lugar donde fueron reducidos —el 1 de julio de 1970— dirigentes montoneros, entre los que se encontraban algunos cordobeses como Ignacio "Nacho" Vélez, quien había sido alumno del liceo militar "General Paz" y secuestrador del general Aramburu.

SMATA y Elpidio

Torres

El 29 de mayo de 1969, los obreros de IKA RENAULT se enfrentaron a la policía conducidos por Elpidio Torres.



un ejército atípico también en la provincia, que no es nuevo, que no es de ahora, sino que tiene viejos antecedentes. El hecho de la bomba no me parece justo atribuirlo concretamente a quien se encuentra en la cárcel y en este momento a punto de ser condenado. Y esto no significa la convalidación de ninguna de las actitudes que pudiera tener o hubiera tenido el general Menéndez. Pero creo que hay que separar estas dos circunstancias perfectamente. Este es un hecho desgraciado, es un hecho que teníamos que suponer que alguna vez podía ocurrir en la República Argentina, porque este gobierno de transición aún no ha conseguido consolidar *in totum* la democracia, que no es la práctica por uno solo sino la práctica por todo el país.

Del Cordobazo a los sindicatos clasistas

César Arese tiene hoy 36 años y Fernando Luna, 48. El primero es abogado y Luna trabaja por su cuenta. Arese tenía 18 años el 29 de mayo de 1969 y era estudiante de derecho. Luna tenía 31 y era obrero de la entonces *Ika-Renault*. Ambos se encontraron en una misma barricada aquel día del *Cordobazo*, hace ya 17 años, aunque habían partido de distintos sitios. Arese, con sus compañeros de facultad y de otras carreras, convergió sobre la esquina de San Juan y Chacabuco. Y Luna bajó con sus compañeros desde la planta fabril del barrio Santa Isabel. Cada uno, en *El Rincón Mendocino*, un antiguo y popular boliche de la calle Obispo Trejo, la calle de la Universidad, contó su historia de aquel día. Para el hoy abogado Arese, la lucha se les planteó a los estudiantes de Córdoba apenas iniciado el gobierno de Onganía, pero llegó a su climax con la muerte del estudiante Santiago Pampillón, el 7 de setiembre de 1966, en lo que pasó a la historia como el primer asesinato de la auto-denominada *Revolución Argentina*. Después los dirigentes estudiantiles se reunían en la clandestinidad en razón de la clausura de sus centros, haciéndolo en locales cedidos por sindicatos de trabajadores. Allí se gestó lo que se llamó unidad obrero-estudiantil, porque aquéllos vieron en los estudiantes a sus aliados y éstos se empaparon de las necesidades de los trabajadores y el

El 29 de mayo de 1969 pasó a la historia y modificó la vida de la provincia y del país.

enemigo fue común.

Luna recuerda aquel día de mayo de 1969; lo que llevó a los obreros de SMATA a la lucha por el reclamo del sábado inglés primero, y después contra la represión policial en el ya desaparecido *Córdoba Sport* en una asamblea del gremio el 14 de mayo, y el asesinato de Máximo Mena, obrero de SMATA que cayó el 29 de mayo antes del mediodía, cerca de la vieja terminal de ómnibus, convirtiéndose en la primera víctima de ese día que arrojó doce muertos, un centenar de heridos graves y lesionados y pérdidas cercanas a los 350 millones de pesos moneda nacional.

Atilio López, Agustín Tosco y Elpidio Torres, fueron los dirigentes gremiales sindicados como cabecillas del *Cordobazo*. De los tres sólo queda vivo el último. Atilio López fue asesinado por grupos de derecha tiempo después de ser desalojado de la vicegobernación de Córdoba por el Navarrazo y Tosco murió enfermo, en la clandestinidad.

Elpidio Torres es hoy, a los 56 años, asesor del SMATA Córdoba y su aspecto hace pensar, por sus largos bigotes hacia abajo y su piel cetrina, en el caudillo de los campesinos mejicanos, Emiliano Zapata. Pero Torres es de Córdoba y en cierto modo dio nombre al *Cordobazo*.

—Se dice en Córdoba que usted fue rebasado por las bases, que éstas superaron a sus dirigentes y que usted fue uno de los primeros sorprendidos por los sucesos del 29 de mayo...

—No, no, no, en absoluto. Acá lo que pasó fue lo siguiente: el 29 de mayo fue un hecho histórico no sólo para Córdoba, sino para el país, por la proyección y las consecuencias que tuvo. Entonces, después que ocurrió el hecho hay muchos trasnochados ¿no es cierto? que tratan de apropiarse de las cosas sintiéndose sus dueños. Y nosotros tenemos acá que la izquierda romántica o discongruente, siempre habla, con desconocimiento de los hechos, de Tosco, Atilio López y René Salamanca, y René Salamanca en el '69 no existía, nadie sabía quién era y ni sabíamos si trabajaba en algún taller. Al contrario, Salamanca tiene la desgracia de entrar en el año '70 en la planta de *Renault*, como carnero, como rompe-huelgas... Bueno, como le digo, siempre aparecen los tipos que

después se apropian de la cosa. Yo conceptué que el *Cordobazo* fue netamente hecho por hombres de la conducción de los gremios en aquel entonces. El *Cordobazo* no fue superación de nada, es decir, lo que superaron fueron los hechos, pero no se superó a los dirigentes ni hubo una premisa en ese sentido, sino también hubieran sido superados Agustín Tosco y también Atilio López.

Domingo Valentín Bizzi (43) es en Córdoba el interlocutor obligado si uno quiere conocer la historia de los gremios que pasaron a la historia como *combativos o clasistas*, y cuyo germen se incubaba con Agustín Tosco al frente del Sindicato de Luz y Fuerza de Córdoba. Bizzi fue, en la época dura del clasismo, secretario adjunto del SITRAC—Sindicato de Trabajadores de Concord—el cual, junto a SITRAM—Sindicato de Trabajadores de Meterfer—tuvieron en jaque a los sucesivos gobiernos de la Revolución Argentina después del *Cordobazo*. Porque SITRAC-SITRAM, nacidos bajo el gobierno de Arturo Illia como gremios por empresa y como un intento de restar fuerzas a las poderosas UOM y SMATA, se convertirían de gremios propatronales en gremios en lucha, sumándose a la SMATA de René Salamanca, con 4.700 trabajadores, todos activistas.

—A raíz de que los delegados propatronales—cuenta Bizzi—habían acordado un convenio con la *Fiat* sin consultar a las bases allá por julio de 1969, los delegados internos, entre los cuales estaba yo, convocamos a una asamblea y denunciamos la actitud de los dirigentes. Se generó todo un movimiento que en marzo del '70 llevó a la toma de la fábrica *Concord* y los dirigentes se vieron obligados a renunciar, asumiendo Massera como secretario general de SITRAC y yo como adjunto. La nueva conducción fue apoyada por Gregorio Flores, que ahora está en el Partido Obrero y el compañero Páez, que entonces estaba en el Partido Socialista de los Trabajadores y ahora está en el MAS.

—¿En qué partido milita usted, Bizzi?

—Yo estoy en el Partido Intransigente... Si bien no había por entonces una ideología definida, porque había radicales, peronistas. La posición era combativa y eso llevó a que el gremio se definiera por el *clasismo*.

—¿Qué fue o qué quería decir *clasismo*?

—Bueno, la definición característica que tiene el marxismo sobre el clasismo. Es decir, yo creo que hoy a muchos compañeros nos corresponde hacer una autocrítica en algunas cosas, pero en un gremio concretamente relacionado con la producción, donde el patrón no es el Estado, es muy difícil no ser clasista cuando se está totalmente comprometido con la gente, ¿no es cierto? Porque... en un gremio estatal eso no ocurre porque el Estado es coyuntural. Ayer fue represor, hoy el adversario y mañana puede ser el compañero.

—¿Y en qué reside, entonces, la autocrítica?

—En que el sindicato asumió como expresión política, como alternativa política al marxismo y lanza un programa que tendía a la conquista del poder... y se hablaba, por ejemplo, de desacoplar las máquinas. Se hablaba del adelanto tecnológico al servicio del conjunto de la sociedad, de los trabajadores, del pueblo y no individualmente de determinados grupos económicos o personas físicas. Y eso era una prédica constante. Y justamente por esas definiciones fuimos quedando aislados del resto de los compañeros de otros gremios. Por otra parte, las tomas de planta por parte de SITRAC-SITRAM eran un ejercicio cotidiano.

"Obreros y estudiantes, unidos y adelante"

El ex obrero de *Ika-Renault*, Fernando Luna, mientras apura su vino en "El Rincón Mendocino" de la calle Obispo Trejo, a una cuadra de la Universidad Nacional de Córdoba, sentado junto al ahora abogado César Arese, pone en duda la mentada unidad obrero-estudiantil.

—La unidad obrero-estudiantil de los estudiantes con el sector explotado, deja de ser tal porque el estudiante apenas recibido, o se va del país, a hacer plata que para eso estudió, dicen algunos, porque se peló las pestañas estudiando, o se va de la lucha y yo pregunto ¿qué hice yo mientras él estudiaba? Y el que no se va, se dedica, ya recibido, a lo suyo y se olvida de nosotros. El que no se va es mi compañero y le doy la mano si sigue peleando, pero el que se pasa a la vereda de enfrente es

mi enemigo. El estudiante, cuando se recibe, se olvida de nosotros, los trabajadores...

En la primera cuadra de la avenida Olmos, el abogado laborista Luis Reinaudi (41), presu durante el gobierno militar, se duele de lo que le contamos sobre la queja de Fernando Luna. Detrás de su modesto escritorio, un dibujo de Agustín Tosco domina la escena.

—Yo creo que no es tan así. Acá en Córdoba hay una gran cantidad de profesionales progresistas que han pasado por la militancia estudiantil. Hay algo de cierto por la extracción mayoritaria pequeño-burguesa de la masa estudiantil que mientras está estudiando en Córdoba, recibiendo y viviendo el lirismo y el romanticismo de la lucha, tiene ese grado de pasión, de desinterés que a veces lo lleva a ser más arriesgado que el trabajador y que, una vez recibido, por un lado forma un hogar donde hay otro tipo de presiones que en el hogar del trabajador y por otro lado, empieza a asumir los compromisos del profesional, pero esto no significa de ninguna manera que no haya una permanente renovación de la masa estudiantil que hoy, en Córdoba, está nuevamente movilizada.

Frente a la Casa de Trejo—así se conoce en Córdoba a la sede del rectorado de la Universidad Nacional de Córdoba—, el presidente de la FUC—Federación Universitaria de Córdoba—, Ricardo Aizpeolea (23)—arenga a sus compañeros para lograr una concurrencia masiva a la marcha del viernes 30 de mayo contra la bomba al presidente Alfonsín y por el juicio y castigo a los represores. Aizpeolea es radical.

—Aizpeolea. Usted milita en Franja Morada, pero pareciera que estuvieran descolocados respecto a lo que es Franja Morada en Buenos Aires, por ejemplo...

—Nosotros creemos que incluso en Buenos Aires, en la FUBA, se está dando en estos momentos una redefinición muy importante. La necesidad de salir a luchar por postulados básicos que fueron históricos en el radicalismo, la defensa de la autonomía universitaria, el aumento del presupuesto educativo hasta los niveles que propugna la UNESCO y sabemos perfectamente que esto significa enfrentar una política económico-social.

—Pero toda esa política es, en verdad impulsada desde un



Después del Cordobazo

La ciudad quedó arrasada en su zona comercial y cambió el panorama gremial. Los sindicatos *clasistas* como SITRAC se propusieron tomar el poder.

1969



Córdoba se moviliza nuevamente

El viernes 30 de mayo de 1986 organizaciones políticas, de derechos humanos, gremiales y estudiantiles, volvieron al centro de Córdoba esta vez como expresión de repudio por la bomba colocada a Alfonsín en el Tercer Cuerpo de Ejército y para pedir el juicio y castigo a los responsables del terrorismo de Estado. Un día antes fue recordado un nuevo aniversario del *Cordobazo*.

Dos protagonistas del Cordobazo



En 1969 César Arese era estudiante de Derecho y Fernando Luna obrero de IKA-RENAULT. Se encontraron juntos en una barricada y se reencontraron para contar a LA SEMANA lo ocurrido en aquellas jornadas. Hoy, no quieren que se repitan sucesos como aquél, ni los que vinieron después como la represión de Navarro, Lacabanne o el general Menéndez, que sumieron a Córdoba en la tragedia.

De aquí partió la columna del SMATA



Los obreros de la planta de IKA-RENAULT del barrio de Santa Isabel, a 7 kilómetros del centro de Córdoba, cubrieron esa distancia a pie hasta que a la altura de la plaza "La paz" fueron hostilizados por la policía. Era el 29 de mayo de 1969. Enseguida caía la primera víctima: Máximo Mena.

gobierno netamente radical...

—Sí... pero nosotros entendemos que esa política no fue la votada en el año '83, esa política está condicionada por los acuerdos con el Fondo Monetario Internacional.

—Pero si no están de acuerdo con esa política, ¿por qué no se van del partido radical?

—No, no, desde ningún punto de vista. Nosotros levantamos los postulados históricos del radicalismo, la posición yri-goyenista democrática y anti-imperialista. Defensa de la Reforma Universitaria del '18 con sus postulados latinoamericanistas, la unidad obrero-estudiantil, la unidad nacional desde las bases que representa el radicalismo, que también están siendo agredidos por esa política económica-social. Nosotros estamos en contra de esa política, no contra el radicalismo ni mucho menos.

—Pero el que aplica esa política es el radicalismo, el gobierno...

—Nosotros podemos diferenciar donde hay políticas muy correctas, como por ejemplo en lo que hace a las relaciones exteriores, al papel jugado en pro de la paz mundial. Lo que creemos, fundamentalmente, es que en donde más condicionado está el gobierno es en la política económica y que esto le hubiera ocurrido a cualquier gobierno. Lo fundamental es trabajar por la unidad, dejar de lado las diferencias circunstanciales que tenemos todos los argentinos y unificarnos frente a una problemática común, muy simple, que es la defensa de la democracia, su profundización teniendo en cuenta que no basta con denunciar al autoritarismo en abstracto, sino en comprender que lo tenemos que denunciar y comenzar a enfrentar en la base económico-social del autoritarismo, de los golpes de Estado. Acá el Gobierno ha admitido que la deuda externa es impagable pero sin embargo se sigue pagando puntualmente. Y esta discusión no la damos solamente en nuestros lugares de trabajo o de estudio, sino dentro del propio radicalismo.

Así son los cordobeses. El rector de estudiantes como Ricardo Aizpeolea, es el arquitecto Luis Rébora, quien encabezó la marcha por los derechos humanos del viernes 30. Rébora no es radical, sus ideas políticas tienen que ver con la democracia progresista de Lisandro de la Torre. El rector de la Casa de Trejo, fue el presi-

dente de la CONADEP Córdoba y la labor de esta comisión fue ardua, teniendo en cuenta que aquí Luciano Benjamín Menéndez fue el comandante del Tercer Cuerpo de Ejército durante la dictadura.

—Arquitecto Rébora. Desde Buenos Aires se ve a Córdoba como la de los extremos, casi esquizofrénica, ¿por qué?

—Yo creo que esa esquizofrenia de Córdoba es un punto de vista para los que no están en el corazón de Córdoba, no conocen esta cosa permanentemente dialéctica que se da en Córdoba y que es el enfrentamiento de dos corrientes. Yo diría que se inicia cuando el deán Funes asume la Revolución de Mayo y el cabildo de Córdoba la enfrenta. Son dos líneas que han estado trazadas permanentemente en Córdoba con una gran profundidad. Y eso es lo que para algunos es la esquizofrenia de Córdoba, cuando es la permanente polémica que existe entre dos sectores: el de un pasado que no quiere morir y un presente que lucha por afirmarse permanentemente.

—Dentro de las características de Córdoba, ¿por qué es la



1969

Los estudiantes impiden el paso de la policía

Esta escena se repitió a lo largo del 29 de mayo de 1969 —día del Cordobazo—, en el barrio Clínicas, bastión de los jóvenes

capital de tantas cosas, como del folklore, en Cosquín, cuando no tiene aparentemente un folklore propio? ¿Por qué capital del olivo en Cruz del Eje cuando es merecedora La Rioja de esa distinción? ¿Córdoba le roba cosas a otras provincias? ¿Tiene aversión por Buenos Aires porque es la capital del país?

—No, yo no creo que haya nada contra Buenos Aires. Diría más: para los cordobeses, llegar a Buenos Aires es una meta. Lo que ocurre es que Córdoba es una capital natural

del país. Es la capital de una gran región del país y una capital que nadie ha decretado, no hubo necesidad de dar leyes, pero reconocida como tal porque si usted la analiza, Córdoba es un poco La Rioja en el norte, Santa Fe en el este. No es que les robe cosas a las demás provincias, sino que participa más que roba, se prolonga, penetra en las otras o las otras provincias la penetran a Córdoba. Es decir, se da una relación simbiótica con sus provincias vecinas y sobre todo a partir de su Universidad, la

primera del país.

Hubo que aguardar un buen rato para entrevistar al dirigente de la renovación peronista y diputado nacional José Manuel de la Sota. Estaba en la casa de tejas dialogando con el gobernador Angeloz sobre la posibilidad de reformar la Constitución provincial para renovar el mandato del Poder Ejecutivo y establecer un sistema legislativo unicameral.

Córdoba: arrepentida, trágica y risueña

—Doctor De la Sota ¿es común en Córdoba que el gobernador y la oposición se consulten?

—Yo creo que tiene que hacerse común. Que el hecho de que pensemos el país de manera distinta, que planteemos objetivos distintos, no nos debe imposibilitar dialogar permanentemente porque quien está en el gobierno mañana puede ser oposición y viceversa. Entonces a mí esta práctica me parece saludable.

—Pero por ejemplo en San Luis eso no pasó...

—Bueno, en algunos lugares

Esta cazuela de carne a la mexicana ¡puede hacerla en 10 minutos!

(En la página 161 del libro de Miriam Becker está la receta)

Para preparar platos exquisitos sin atarse a la cocina.
Para terminar con la rutina de...
"¡Siempre lo mismo!"
Para no repetir más... "¿Y hoy qué hago de comer?"
Para que su marido y sus hijos exclamen... "¡Ohhh!"
Para recibir invitados sin matarse ni forzar el presupuesto.

AGOTADA LA PRIMERA EDICIÓN, NUEVO LANZAMIENTO A PEDIDO DEL PÚBLICO

Las 500 recetas más originales para la cocina familiar.

Entradas, aves y pescados, carnes rojas, pastas, ensaladas, masas, batidos y amasados, sopas y cócteles. De la mañana a la noche, con este libro, una debutante es experta cocinera.

Porque todo es fácil, simple, alegre... y siempre sale perfecto.

Guía de compras organizadas para gastar lo indispensable.

Miriam Becker le organiza las compras que necesitan los menús.



"Hace 25 años que me dedico a la cocina. Con toda esa experiencia hice este libro, pensando en la mujer de hoy."

Miriam Becker

EDITADO POR EDICIONES LA MUJER

hay menos madurez política que en otros. Será porque nosotros hemos padecido tanta violencia. Córdoba ha sido tomada siempre como eje por quienes quieren disociar el país, desde la revolución que algunos llaman *Libertadora* y nosotros llamamos *fusiladora*. Desde ahí en adelante, Córdoba tiene la tradición de ser punto de mira de los extremismos. Y esto creo que nos ha hecho recapacitar a todos sobre la necesidad de dialogar.

—¿Existen bolsones del general Menéndez en Córdoba?

—Menéndez significó una etapa nefasta de la vida de facto de la Argentina. Era la época en que el país estaba dividido en feudos, y en la cual cada comandante de cuerpo decidía sobre la vida y hacienda de los argentinos bajo su jurisdicción. Yo creo que los peronistas, los radicales, los liberales, no nos hemos decidido a insertar juntos a las Fuerzas Armadas en un Estado democrático. Lamentablemente no lo hemos hecho y se producen todas estas chirinadas que ya están empezando a producirse y que nos recuerdan a la política de Frondizi con las Fuerzas Arma-



La bomba en el III Cuerpo de Ejército

Fue descubierta el lunes 19 de mayo cuando Alfonsín visitaba la unidad. Hecha estallar, precipitó el relevo del general Verdura.

das. Por otra parte, quedan bolsones de violentos no sólo en Córdoba sino en todo el país.

Cerca del despacho del doctor De la Sota, en el estudio del doctor Luis Reinaudi, hace su entrada el abogado Rubén Arroyo, asesor de SMATA durante muchos años y amigo de René Salamanca. Ambos se encargan de historiar la represión en Córdoba, que no se inició en 1976, sino con los gobernadores de Onganía, Carlos Caballero, y de Levingston, José Camilo Uriburu— el del Vi-

borazo y el período nefasto de la actuación justicialista en Córdoba del teniente coronel Navarro y del brigadier Raúl Lacabanne. Córdoba fue castigada desde mucho antes que Menéndez ocupara la jefatura del Tercer Cuerpo de Ejército.

—Doctor Arroyo ¿René Salamanca fue un carnero en la huelga de 1970 como lo afirma Elpidio Torres?

—Es grave hablar de alguien que no puede replicar porque desapareció el 24 de marzo de 1976. Pienso que si lo que afirma Elpidio Torres fuera cierto,

René Salamanca no hubiera ganado las elecciones de SMATA en ese año, imponiéndose por amplia mayoría contra los candidatos de las otras dos listas que representaban al peronismo de izquierda y a gran parte de la derecha. Salamanca ganó esas elecciones de 1970 y duró en su mandato hasta la intervención después del *Navarrazo*. Después, desde la clandestinidad, siguió luchando hasta que lo secuestraron y nunca más supimos de él.

Sino trágico el de Córdoba, heroico también y también arrepentido por haber albergado tanta violencia. En el boliche de la calle de la Universidad, el abogado César Arese y el obrero Fernando Luna beben su vino lentamente.

—¿Ustedes creen en un nuevo Cordobazo?

—Nunca más, nunca más Cordobazos, ni Navarrazos, ni Menendazos. Fue demasiado trágico para Córdoba todo aquello —dice Arese—.

—¿Y usted Luna, espera un nuevo Cordobazo?

—Ni mamao...

Rodolfo Zibell

Fotos: Hugo Ropero

Fotos históricas: Gentileza diarios Clarín y El Día

**También
esta semana,**

**todo es
útil**

